NUMERO 615 PRIX: 5 F AOUT-SEPTEMBRE 1975

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

AU PORTUGAL la révolution socialiste confiée aux militaires

La situation au Portugal a dominé de haut toutes nos préoccupations de ces mois d'été. Plusieurs camarades sont allés au Portugal ; d'autres vont y aller peut-être. Ils nous permettront, souhaitons-le, de voir plus clair dans une situation confuse. Mais même si nous n'y étions pas, nous vivions à l'heure de Lisbonne et nous suivions d'ici la succession des événements, un « processus » où nous reconnaissions certains des traits attendus des révolutions populaires d'aujourd'hui, où d'autres nous surprenaient, nous déconcertaient parfois. Il nous était difficile d'admettre qu'une révolution socialiste soit conduite par des généraux et des amiraux. La révolution serait-elle au bout du galon ? Mais nous ne voulions pas faire preuve d'une opposition préconçue dont l'origine venait d'un autre temps et d'une autre situation.

Quand on regarde aujourd'hui la carte du monde, une carte bouleversée par les « libérations » et les révolutions, on y voit presque partout le règne des militaires. Quand ils ne sont pas militaires de métier — si l'on peut ainsi dire — ils se nomment eux-mêmes généraux et maréchaux et ils se couvrent de médailles et de chamarrures. Même en plus modeste vêture, on les trouve partout « à la pointe du progressisme ». En Chine, Lin Piao, chef de l'armée, fut, avant d'être « liquidé » dans des circonstances encore peu claires, le dauphin désigné de Mao et le préfacier du catéchisme rouge. Et que se passera-t-il quand Mao mourra ?

Les militaires, les états-majors militaires, jouent donc, hormis l'Europe bourgeoise, un rôle politique dominant. Souvent, c'est au nom de la réaction, de la propriété, de l'Eglise, du fascisme comme en Grèce hier, au Chili aujourd'hui (pouvons-nous regarder longtemps ces mufles bêtes et méchants ?). Mais nous avons aussi maintenant des militaires « progressistes » comme au Pérou et même des militaires chargés d'accomplir une révolution socialiste comme au Portugal !

On nous avait pourtant enseigné et nous le croyions que les révolutions étaient faites par une classe sociale. L'armée n'est pas une classe sociale ; c'est une caste parasitaire dans laquelle se trouvent représentées, plus ou moins bien, les différentes classes sociales et avec une hiérarchie plus contraignante encore que dans la société civile. Il peut se faire que, dans certains pays et sans doute au Portugal, les cadres de l'armée soient plus proches du peuple que dans nos pays où l'armée se ressent encore de son origine aristocratique. Voyez-vous Massu ou Bigeard à la tête d'une révolution socialiste ! Mais enfin l'armée portugaise, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est tout de même pas seulement ces généraux et amiraux qui sont actuellement au pouvoir. Ceux-ci, au moins une notable partie d'entre eux, ont conquis leurs galons et leurs étoiles sous le régime de Salazar et à son service. On objectera que ce sont eux qui

DANS CE NUMERO

l'ont abattu. La défaite sur le terrain colonial les avait rendus révolutionnaires. Certes rien n'instruit plus un général qu'une défaite. C'est une instruction trop rapide pour avoir lavé les cerveaux de tous ces guerriers malheureux. Et puis, l'armée portugaise, ce doit être aussi et principalement les simples soldats, les hommes de troupe. Ce sont eux qui tiennent les armes, après tout. Au Portugal, ils sont sans doute des soldats provisoirement. Ils sont, pensons-nous, ce qu'on appelle ici « le contingent ». Donc, ils doivent être régulièrement libérés, redevenir des ouvriers, des paysans, des employés et, à la rigueur, être remplacés par de jeunes conscrits qui sortent immédiatement du peuple. Est-ce comme cela au Portugal ?

Des camarades gauchistes nous assurent que l'armée est démocratisée, qu'il ya des comités de soldats, qu'ils sont représentés au Conseil de la Révolution, que celui-ci a acquis ses titres révolutionnaires en renversant la dictature fasciste. Nous ne voyons et n'entendons pourtant sur la scène politique que des chefs galonnés et leurs déclarations sont discordantes.

De toute façon, l'armée ainsi comprise, l'armée dite populaire ne peut être une institution et une force stables. Si elle s'installe au pouvoir, en dehors de toute désignation et de tout contrôle démocratiques, elle ne peut exercer qu'une dictature.

Dans la réalité, le M.F.A. (Mouvement des Forces Armées) reflète les divergences et les affrontements entre les partis et dans le peuple. Parlons donc des partis au Portugal. Il y a quelques mois, sous la direction d'un général, trois partis étaient représentés par leurs leaders au gouvernement : le parti socialiste, le parti communiste, le Parti Populaire Démocratique, ce dernier constituant la droite du gouvernement. Quelles étaient leurs forces respectives dans le peuple ? Comment les évaluer autrement que par un vote général ? Connaissez-vous un autre moyen, à moins que d'imposer par la violence le pouvoir d'une minorité, pouvoir qui, dans le meilleur des cas, veut faire le bonheur du peuple contre lui-même.

De fait, les militaires au pouvoir ont respecté le contrat, au moins sur ce point : ils ont organisé les élections à une Constituante. Les résultats ne souffrent pas de nombreuses interprétations : d'abord une participation massive au scrutin. Soulignons-le : ce peuple en marche, invoqué si souvent par des camarades gauchistes, il ne s'est pas abstenu, il a voté, et pour qui ? En majorité pour le parti socialiste, en nombre important pour le P.P.D., en nombre nettement moins imposant pour le parti communiste.

Alors, les mêmes camarades gauchistes ont crié que ce scrutin ne signifiait rien, que la dynamique révolutionnaire emporterait cette mauvaise Constituante de droite. Car, pour eux, sous l'étiquette du parti socialiste, le peuple avait voté à droite (on ne peut supposer que la bourgeoisie soit si nombreuse au Portugal). C'est donc sur cette grande majorité populaire qualifiée de droite, que nos gauchistes veulent instituer la dictature du prolétariat, d'un prolétariat qui vote contre eux. Et les voilà partis à crier : dissolution de la Constituante ! Dans la manifestation que le P.C. a accepté de faire avec eux, il a pris soin d'étouffer ce slogan. En cela, nos gauchistes veulent suivre l'exemple des bolcheviks de 1917 qui, par la force, dispersèrent la Constituante où ils étaient minoritaires. Outre qu'il n'est pas sûr que, même pour le développement révolutionnaire, les bolcheviks eurent raison d'agir ainsi, on ne copie pas en 1975 ce qui s'est fait, en d'autres conditions, il y a bientôt soixante ans. On ne rejoue pas un drame en comédie. (Nous n'amalgamons pas tous les éléments et tous les groupes désignés comme « gauchistes »).

Insistons sur cette remarque importante : ce gouvernement de coalition pouvait fonctionner si on donnait aux partis constituants une égale liberté d'expression. Or, sous l'impulsion du parti communiste qui s'était emparé de presque tous les moyens d'information, on voulut retirer au parti socialiste le seul moyen d'expression qui lui restait : le journal *Republica*. Qu'on s'y arrête un moment : si l'on n'avait pas expulsé les socialistes de la rédaction du journal *Republica*, toutes les divisions ultérieures ne se seraient pas produites. C'est là déjà, et d'une façon démonstrative que l'on pouvait augurer de la politique en préparation. Le parti socialiste n'a pas accepté, et nous l'approuvons sur ce point. Nous avons entendu à la télévision, Alvaro Cunhal dire avec un certain sourire : « ils ne démissionneront pas ! ». Ils ont démissionné.

Le parti communiste et ses malencontreux alliés gauchistes nous ont dit : le parti socialiste domine aux élections, mais dans la rue, c'est nous qui avons et qui faisons la loi. Eh bien ! le parti socialiste a rassemblé des foules, et sous les drapeaux rouges, avec des poings dressés et des chants révolutionnaires. Mais ce rituel qui gardait toute sa valeur dans les meetings communistes, ne l'avait plus, paraît-il, dans les rassemblements socialistes. Les distingués rédacteurs du *Monde* ont voulu nous en convaincre avec une belle obstination. Il faudra une autre fois que nous analysions encore l'attitude de beaucoup d'intellectuels de gauche français et, plus particulièrement, de l'équipe rédactionnelle du *Monde*. Il y a là aussi de quoi s'instruire. Jean Daniel, du *Nouvel Observateur*, qui a voulu faire preuve d'objectivité s'est fait insulter normalement par *l'Humanité*. Nous disons : normalement, et Jean Daniel a bien tort de s'indigner. En cette occasion, soulignons encore que la rédaction du *Monde* a, pour dire le moins, fait preuve d'une solidarité très mitigée.

***

Laissons de côté pour le moment cette question somme toute secondaire, et beaucoup d'autres. Essayons de dire comment nous aurions vu le processus révolutionnaire au Portugal et comment nous le voyons encore.

Il ne s'agit pas d'imposer un pouvoir révolutionnaire ultra-gauche à une masse que l'on qualifie soi-même de réactionnaire. Il s'agit de réaliser la dualité de pouvoirs, condition du développement révolutionnaire : un pouvoir disons institutionnel qui ne peut être, dans les conditions actuelles, que celui d'une coalition de partis sur un programme immédiat simple et publiquement déclaré, car le danger de restauration fasciste est toujours là, sous la houlette de l'Eglise. A cet égard, on peut et on doit reprocher au parti socialiste portugais de ne pas être assez clair sur ce point, comme de ne pas proclamer assez distinctement son plan de réformes. Le temps presse pourtant quand la situation économique se détériore et que son aggravation peut être politiquement déterminante.

Donc, un pouvoir politique représentatif, mais

aussi un autre pouvoir : un pouvoir qui n'est pas nécessairement contre le premier, qui peut l'appuyer, mais qui peut le contester à chaque instant et s'y opposer dans certains cas : le pouvoir des comités de base, des sections syndicales d'usines, des comités de gestion des coopératives agricoles, celui aussi des municipalités et des syndicats.

Le parti communiste s'est emparé, comme on pouvait s'y attendre, de beaucoup de directions municipales. La voix populaire doit maintenant s'y faire entendre : la voix et le vote libres. C'est un aspect fondamental d'une vraie démocratie.

⁂

Mais nous n'avons pas encore parlé des syndicats alors que ce doit être notre première préoccupation. Nous l'avons gardée pour la fin en raison justement de l'importance que nous lui attachons.

Il y a une tradition syndicaliste au Portugal. Quarante ans de dictature fasciste ne l'ont sans doute pas étouffée. C'était une tradition de syndicalisme libertaire, proche de la Charte d'Amiens à laquelle nous nous référons. L'esprit de ce syndicalisme a-t-il disparu ? Ce n'est pas sûr. Nous lisons que le journal « A Batalha », organe de l'ancienne C.G.T. portugaise, est reparu et que nos camarades y préconisent la formation de commissions de reconstruction syndicale dans les entreprises. Cela aussi participe du mouvement révolutionnaire démocratique.

En attendant, par l'intermédiaire du « syndicat unique » et de l'Intersyndicale, le parti communiste veut étouffer dans l'œuf cette rennaissance d'un syndicalisme ouvrier indépendant. Il n'y est pas parvenu. La grève de l'Intersyndicale (une grève d'une demi-heure !) qu'elle avait décrétée le 19 août pour soutenir en fait le général Vasco Gonçalves a été un échec, si nous en croyons un envoyé spécial du *Monde*, non supect de partialité dans ce sens là. Nous lisons même dans son article : « *de nombreuses commissions de travailleurs dénoncent, pour expliquer leur opposition, le manque de démocratie interne aux syndicats et contestent qu'une demi-heure de grève puisse être une contribution efficace à la lutte contre le fascisme.* »

Ce qu'il faut déjà, c'est élire dans des conditions de véritable démocratie des directions syndicales nouvelles à tous les échelons. Alors seulement on pourra parler d'un mouvement syndical ouvrier au Portugal, jouant, dans son autonomie, le rôle de défense ouvrière qui doit être le sien et reprenant une place d'avant-garde dans l'internationale syndicale.

⁂

Nous n'avons pas eu la prétention de donner des conseils à nos camarades travailleurs portugais en voie d'émancipation. Nous avons voulu surtout ramasser nos réflexions, nos opinions sur cette situation au cap de l'Europe qui soulève aussi des questions internationales que nous ne saurions oublier, bien qu'elles n'émergent pas encore. A nos lecteurs maintenant, à nos amis, de discuter, de compléter, d'amender, de corriger cette contribution à un débat qui dépasse de loin les frontières du Portugal.

UN OBJECTIF RÉVOLUTIONNAIRE PRÉCIS

« Ne désespérez jamais de la Révolution ! » nous rappelait Louzon dans le numéro de mars de la R.P. « Ne confondez pas la Révolution en tant que manière de faire cette transformation » nous disait Rimbert en avril.

Que la Révolution (transformation sociale) ne soit pas possible sans réformes préalables, nous en sommes bien convaincus. C'est lorsque la classe ouvrière a pu émerger de la misère et de l'oppression, c'est lorsqu'elle a obtenu quelques améliorations à son sort, qu'elle reprend confiance en elle-même et trouve l'élan nécessaire pour mettre en cause les principes mêmes du système capitaliste, dès que les conditions techniques de la production le permettent.

Mais il est également certain, comme Louzon le démontre avec une lumineuse simplicité, que les transformations, même très partielles de la société capitaliste, comme celle que pourrait amorcer la réforme de l'enseignement, sont le résultat, non pas de négociations ou de luttes isolées et localisées, mais bien de mouvements insurrectionnels (tel celui de mai 1968), mobilisant une fraction considérable de la population. Si les comités d'entreprises, que cite Rimbert comme une des réformes de structure significative de l'entreprise capitaliste n'ont pas réussi jusqu'alors à contrôler la gestion patronale c'est tout simplement parce que le mouvement révolutionnaire qui s'était amorcé au lendemain de la Libération et semblait devoir se développer s'est vite affaibli et s'est rapidement enlisé dans les sables mouvants du parlementarisme.

Contrairement à ce que prétendent les polices politiques et les gouvernements au pouvoir, on n'organise pas vraiment la Révolution « pesée nécessaire » sur l'histoire comme disait Proudhon on ne la suscite pas, mais on peut se préparer à l'accueillir et à tirer parti des possibilités de transformations de l'ordre économico-social auxquelles elle donne les moyens de se réaliser. Notamment en travaillant à la lente éducation morale et politique de tous, à l'éveil de leur conscience individuelle sans quoi nous risquerions de manquer le but et de voir encore une fois la Révolution trahie.

C'est le capitalisme lui-même qui prépare la Révolution. Aujourd'hui en particulier bien des signes nous indiquent que le système n'est pas aussi solide que ses thuriféraires voudraient nous le faire croire, même là où il contrôle encore complètement le pouvoir politique. Sa force principale réside en ceci qu'il parvient à persuader une large majorité de la population et même des salariés qu'ils ont tout intérêt à son maintien voire à son expansion. Mais en cas de crise, si l'inflation, la dépression économique, la guerre paralysent partiellement l'appareil de production et de distribution capitaliste et l'empêchent de tenir ses promesses, d'assurer un niveau de vie suffisant à la plupart des travailleurs, il doit avoir recours aux forces de coercition pour se maintenir.

Les forces répressives ne sont pas, elles non plus, invulnérables, leur identification et leur neutralisation constituent alors un objectif révolutionnaire précis tout à fait prioritaire dans une période comme celle que nous vivons, qu'on peut considérer soit comme pré-fasciste soit come pré-révolutionnaire. Les syndicalistes militants sont mieux placés que quiconque pour savoir par expérience quels sont, au niveau de leurs entreprises et de leurs localités, les agents les plus actifs et les plus efficaces de l'ordre capitaliste. Ils sont les mieux placés aussi pour mettre au point les moyens de les rallier à la cause des travailleurs — ce qui n'est nullement utopique dès que s'établit un climat révolutionnaire — ou bien de les réduire à l'impuissance.

Le capitalisme c'est bien, certes, un système, un certain mode d'appropriation des moyens de production et d'échange, correspondant à un certain degré de développement de la technologie. Mais ce système ne peut fonctionner que grâce au travail et à la collaboration volontaire — de préférence — ou forcée — si cela devient nécessaire — d'individus réels. Son évolution et sa transformation ne se déroulent pas indépendamment de ce qui se passe dans la conscience des hommes qui y sont impliqués. Agir sur cette conscience en nous et chez autrui, c'est la tâche dans laquelle nous sommes engagés, nous tous qui lisons et rédigeons la R.P. Tâche modeste, aux résultats incertains, mais qui nous permet de ne jamais perdre de vue le but de nos efforts et les moyens les plus appropriés pour l'atteindre.

L'effondrement des structures capitalistes, est peut-être plus proche qu'on ne le pense. Les progrès de la corruption dans les milieux dirigeants en est un signe. Le moment est venu pour nous de penser sérieusement aux objectifs précis que nous devons nous fixer pour veiller à ce que les membres des classes privilégiées, ou leurs fondés de pouvoir n'escamotent pas une fois de plus à l'heure décisive, notre Révolution Prolétarienne.

Pierre AUBERY.

PARMI NOS LETTRES

De deux choses l'une

De P.-M. DERUEST (Bruxelles)

NON. Il ne s'agit pas de choisir. Moins encore d'opter. Rimbert dit « Il y a dictature et dictature ». Dictatures qui diffèrent, s'opposent, d'aventure s'affrontent. L'une, haïssable, est liberticide, rétrograde, tenante d'un système social et politique que condamne l'Histoire (avec majuscule). L'autre, tout aussi liberticide, est ouverte à une certaine idée d'un certain progrès, va dans le Sens de l'Histoire (avec deux majuscules). Une dictature révolutionnaire.

Rimbert se souvient de circonstances où de telles dictatures se sont opposées, prévoit entre elles d'autres affrontements. Au nom de la Révolution il offrira son cœur et sa poitrine à la dictature numéro deux. Pour le meilleur et le pire. Au risque de se perdre.

Toutes proportions gardées cette attitude est proche de celle des communistes allemands qui, à Hitler, offrirent un bout de chemin commun pour culbuter ensemble la République de Weimar. Un bout de chemin qui menait Hitler à la Chancellerie, les communistes en prison.

On aime à croire que sur le terrain, quand l'engagement théorique ou doctrinal devient physique, quand il s'agit de sa personne et parfois d'autres existences que la sienne, Rimbert refusera une aussi monumentale erreur.

S'il s'est posé la question, c'est à propos du conflit vietnamien. Sa sympathie est allée à Ho Chi Minh contre Bao Daï, à Hanoï contre Saigon. C'est un choix qui n'engage que le cœur. La raison traduit : Indochine contre France, pro-chinois ou pro-russes contre pro-américains, un impérialisme parmi d'autres. Tous requins. En cette mauvaise compagnie Rimbert s'est senti mauvaise conscience.

Son vrai problème, j'imagine, est un besoin d'agir, de participer, d'intervenir, ne pas ronger son frein. Ce sentiment de ne servir à rien qui pousse d'impatients révoltés à des actes irréfléchis, souvent regrettables, toujours vains. Rimbert n'est plus de cet âge.

Toujours la terrible question de Cronstadt

De OREAL (Var)

... Nous sommes bien d'accord, Gallienne, seule la vérité est révolutionnaire. Mais alors, pourquoi donc, vous autres qui vous réclamez de Trotsky, votre homme providentiel, pourquoi donc, par exemple, cachez-vous son rôle pendant la Commune de Cronstadt ?...

La trinité au pouvoir aux U.S.A.

De Paul BOISSEL (Ardèche)

Je continue à apprécier le sérieux de la R.P., ce qui ne veut pas dire que j'en approuve constamment tout le contenu.

Ainsi je constate — ce qui est loin d'y apparaître nettement — que, depuis après Wilson (1) tout au moins, la trinité qui exerce le pouvoir aux U.S.A. a toujours été plus ou moins odieuse. Les méfaits de cette trinité (gouvernement, pentagone, gros business) sont assez gros pour n'avoir pas besoin d'analyse. Il ne s'agit pas, pour autant de blanchir le pouvoir en U.R.S.S.: on ne peut oublier l'affaire de Hongrie, l'occupation de la Tchécoslovaquie, la répression stalinienne et post-stalinienne... A croire que, comme l'affirmait Alain, le pouvoir corrompt toujours ceux qui l'exercent.

(1) Encore que les 14 points ne puissent faire oublier les conséquences du traité de Versailles.

Sur la grève du « Parisien Libéré »

De L.G. (Hauts-de-Seine)

... Le Livre C.G.T. est désemparé face à un patron de combat comme Amaury du « Parisine Libéré » qui emploie tous les moyens légaux (cf. liberté de la presse) ou illégaux (licenciements abusifs) pour ridiculiser, bafouer l'organisation syndicale. Il est trop tôt (à moins qu'il ne soit trop tard !) pour tirer la leçon d'un tel conflit qui dure depuis 6 mois. Ce que l'on peut dire c'est que la grève, moyen suprême des syndicalistes, des syndiqués et des organisations syndicales s'est révélée dans le conflit du « Parisien Libéré » inefficace, puérile et dangereuse pour les grévistes puisqu'elle s'est retournée contre eux comme un boomerang. En effet voilà des ouvriers qui empêchent leur patron de faire paraître son journal pendant à peine une semaine et lorsque ce patron imprime ce journal dans une nouvelle imprimerie (qu'on lui a laissé le temps d'installer, matériel moderne, rotative ultra-moderne made in U.S.A.) à St Ouen — hélas ! avec la complicité de FO qui aurait pu rechercher à cette occasion une entente, je ne dis pas une alliance inconditionnelle, mais au moins une reprise de relations avec la F.T.L. — ces ouvriers, dis-je, se contentent d'occuper l'imprimerie où le journal se faisait auparavant, l'imprimerie de la rue d'Enghien. Certes, la nuit, ils participent à des actions de destruction du journal « clandestin » pour qui ? attaques de camionnettes de messagerie, de kiosques, elles aussi actions illégales destinées à maintenir le moral de la troupe. Quelquefois « l'organisation syndicale », le comité intersyndical du Livre parisien, pour faire croire aux grévistes qu'il fait quelque chose décide — sans consulter la base — une journée de grève de la presse quotidienne parisienne mais là encore, inefficacité totale *puisque le patron contre qui est dirigé cette action ne fait plus partie depuis presque deux ans de l'organisation patronale : le syndicat de la presse parisienne.* Inefficacité totale *puisque ce jour-là le seul quotidien à paraître est le « Parisien Libéré » qui en profite pour tirer à 800.000 exemplaires. C'est un comble, non ! Alors les patrons parisiens ont beau jeu de dire qu'ils ne peuvent influencer Amaury qui a choisi d'être « indépendant » en réalité qui a adhéré à un autre syndicat patronal où il est plus influent : le syndicat de la presse quotidienne régionale ».*

Début septembre, que dire : la situation est sens issue. On dit : négocions, négocions avec Amaury (tracts, affiches, communiqués, interviews, etc.). Mais Amaury rigole...

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Deux mois lourds d'explosifs à retardement

Ces deux mois de vacances ont été lourds d'une chaleur inhabituelle. Et d'une inquiétude plus grande qu'à l'habitude La moitié de la population française — la moitié seulement — avait émigré des villes, pour se retrouver souvent dans des agglomérations plus denses, dans des camps qui étaient, à certains égards seulement, de concentration.

Sur la Côte dite d'azur, où l'azur se cherche souvent vainement dans des flots pollués, une Côte que les promoteurs immobiliers ont dénaturée en l'exploitant, jamais, paraît-il, il n'y avait eu autant de monde. Les alarmes de la veille étaient oubliées et le Portugal loin de nous. Est-ce bien sûr ? J'en connais qu'on avait prévenus de licenciement ou de réduction d'horaires et qui n'arrivaient pas à se libérer de cette hantise. Leurs vacances en étaient assombries.

Chaque jour de ces deux mois, les informations écrites ou parlées nous ont annoncé de nouvelles fermetures d'entreprises, des licenciements, du chômage partiel. Si l'on ajoute toutes ces centaines, ces milliers de travailleurs privés d'emploi, cela finit par faire un nombre impressionnant. Ce sont d'abord les petites et moyennes entreprises qui ont connu les baisses de production, les restrictions de crédits et les faillites. Mais les grosses boîtes annoncent maintenant pour cette rentrée des licenciements massifs, des diminutions d'horaires non compensées.

Le gouvernement parle aujourd'hui d'une relance par la consommation. Il n'en voulait pas hier. Il voulait d'abord juguler l'inflation. Sur ce plan, le combat a été douteux et il a été payé par un accroissement inévitable du chômage. Maintenant, il voudrait rétablir un bon niveau de l'emploi en réinjectant dans l'économie des crédits et de la monnaie. Mais comment évitera-t-il la remontée de l'inflation ? La relance par la consommation, cela veut bien dire l'augmentation des salaires réels, des retraites, des allocations publiques aux vieux, aux familles. Cela peut faire repartir la machine qui toussait, mais comment, en respectant le libéralisme, même le plus « avancé », empêcher alors la poussée des prix ?

Il paraît que certains ministres préféreraient « la relance par l'investissement ». Vieux débat. On pourrait montrer — si nous voulions participer à ces joutes — que cette méthode est sans doute plus inflationniste que la précédente : contre plus de monnaie et de crédit, production future au lieu de production immédiate ? C'est le jour où ces lignes sont écrites que Valéry Giscard, juge suprême, doit trancher entre ces deux écoles. Nous aurons connu le 4 septembre la décision dont il portera la responsabilité.

L'homme ne manque pas de subtilité. Il nous a dit, dans un de ses petits bavardages télévisés qu'il ne fallait pas dire « relance » mais « changement de cap ». Il sait bien que la relance du système tel qu'il est, c'est aussi la relance de l'inflation. Alors il parle d'un changement d'orientation et d'une « autre croissance ». Nous l'attendons au 4 septembre. Personne ne se souvient peut-être que c'est la date anniversaire et le centenaire de la proclamation de la 3e République. Le changement de cap de Giscard n'attendra peut-être pas cent ans pour être oublié, sombrant avec les prévisions successives qu'il nous a faites depuis qu'il est ministre ou président et que les faits ont dédaignées.

Retenons quand même une chose ; il faudrait « une autre croissance ». Ce qui veut dire que la croissance dont les experts et Giscard lui-même nous rebattaient les oreilles n'était pas saine, qu'il faut se préoccuper du contenu de la croissance. Qu'est-ce qui croît et pour qui ?

Nous qui sommes de modestes militants, quelques faibles voix loin du concert cacophonique des technocrates, nous éprouvons quand même quelque satisfaction à voir apparaître dans leurs discours, dans leur intelligence des choses, des idées défendues ici et dans d'autres cercles ouvriers bien avant eux : nature et degré de la croissance ; inégalités économiques ; hiérarchie des salaires ; fixation d'un salaire maximum ; revalorisation du travail manuel ; réduction du temps de travail avec un emploi pour tous, pour une production au moins égale et de plus de valeur humaine ; un pouvoir d'achat au moins égal. Rêveries, utopies d'hier que les facteurs matériels de la production font apparaître aujourd'hui dans les plans, au moins dans les bonnes intentions des planistes.

Oh ! nous ne nous faisons pas d'illusions ! Il y aura sans doute loin des paroles aux actes, des belles audaces théoriques aux pratiques bien confortées du néo-capitalisme. On recherchera un équilibre instable entre les deux « relances » de façon à ne pas dépasser le « seuil supportable » de sous-emploi (Giscard dixit) en supportant aussi un taux d'inflation jugé acceptable. Enfin, ne préjugeons rien. Nous allons juger sur pièces le 4 septembre. C'est aussi le jour où Georges Séguy annonce la couleur de la grande action confédérale. Nous ne l'attendrons pas pour donner notre point de vue, mais nous ne manquerons pas de faire grand cas de sa rentrée oratoire.

Avant d'aborder justement ce qu'a été l'action ouvrière pendant ces deux longs mois (ils furent longs pour ceux qui chômaient ou qui occupaient des entreprises mortes), nous citerons quelques phrases d'un article que *Robert Lattès* a fait paraître dans *Le Monde* du 27 août. Je ne connais pas Robert Lattès, mais il s'annonce lui-même comme membre du Club de Rome ; vous savez, ce cercle de grands spécialistes qui ont dénoncé en son temps le mythe de la croissance, qui ont osé mettre en doute les vertus du taux de croissance, provoquant ainsi l'indignation de Georges Marchais. Eh bien ! Robert Lattès écrit : *« la solution au problème de l'emploi est probablement le défi essentiel qui conditionne la survie des sociétés pluralistes ».* Bravo ! Nous avons dû dire déjà quelque chose comme ça, encore qu'il nous faudrait bien nous entendre sur le sens de « sociétés pluralistes ». Robert Lattès

termine son premier article par une série d'interrogations que nous devrions toutes citer. Nous nous contenterons des quatre dernières : *Une politique de relance est-elle possible qui se traduise par une reprise durable sans chômage ni inflation ? Le problème est-il insoluble ou mal posé ? A quelles conditions le bien poser et à quel prix le résoudre ?*

Robert Lattès répondra sans doute à ces questions, incontestablement bien posées, dans un second article. Il l'annonce d'ailleurs sous le titre : La recherche d'une troisième voie. Pour nous la voie est connue et nous ne la numérotons pas. C'est un vrai changement de cap ; l'abandon du libéralisme capitaliste, aussi « avancé » que les technocrates le veuillent ; l'abandon du seul profit comme régulateur du système productif.

Aux dernières nouvelles (ou plutôt aux avant-dernières) le gouvernement s'orienterait vers la relance par les investissements collectifs, vers les grands travaux publics financés par l'Etat. C'est peut-être la moins mauvaise méthode en continuant de naviguer dans les eaux décidément polluées du néo-capitalisme. M. Robert Lattès, dans son second article — celui où il entendait répondre aux questions posées dans le premier — n'apporte guère autre chose sauf, rendons-lui justice, qu'il n'escamote pas la relance par la consommation et qu'il pose la question fondamentale du financement de ces travaux publics qui doivent faire redémarrer l'économie. Comment éviter qu'une nouvelle création de crédit et de monnaie (par la planche à billets, par exemple) ne soit inflationniste ? Il faudrait chiper l'épargne actuellement inemployée ou jugée mal employée, il faudrait la « réorienter » selon M. Lattès, il faudrait une fiscalité autrement dirigée (depuis le temps qu'on en parle !) frappant aussi l'enrichissement en capital, notamment l'héritage (oh ! mon dieu !). Le bon peuple dit : aller chercher l'argent là où il est.

Est-il possible que cela se fasse ? Disons que la probabilité est très faible, sauf une nouvelle levée ouvrière. Parlons franchement : si, en dehors de sa propre solution révolutionnaire, la classe ouvrière n'avait vraiment à choisir qu'entre l'inflation et le chômage, elle préférerait la première contre laquelle elle s'est déjà défendue par des clauses d'échelle mobile. Elle veut d'abord que la machine tourne pour que les salaires réels puissent augmenter et que reprenne en même temps la lutte revendicative jamais terminée pour de nouvelles conquêtes sociales.

C'est là où ça commence à ne plus aller avec les belles intelligences gouvernementales et technocratiques, avec M. Lattès lui-même.

Après avoir mis en doute la possibilité nouvelle d'une forte croissance, génératrice de plein emploi (et même de sur-emploi), il écrit: « *S'il est inéluctable qu'on soit, au mieux, en train d'entrer dans une période durable de croissance modérée, alors il faut organiser de façon concertée et progressive l'abaissement de l'âge de la retraite et de la durée hebdomadaire du travail...* » Timidement, il en vient à nos solutions. Mais il écrit plus loin et ça tombe en fin d'article avec tout son poids : « *Sans demander à aucun des partenaires sociaux — les syndicats notamment — de renoncer à ses idéologies et à ses objectifs fondamentaux, est-il vraiment inimaginable de conclure des accords en matière de prix, de salaires et de revenus pour une période durant laquelle les actions revendicatives seraient alors neutralisées ?* »

Ce n'est certes pas inimaginable puisque M. Wilson, M. Michel Debré et bien d'autres grosses têtes avec eux l'imaginent. C'est la fameuse politique des revenus. Le malheur, le malheur pour les gouvernants et leurs conseillers, c'est que les ouvriers et leurs organisations quand elles ne sont pas tout à fait intégrées, n'en veulent à aucun prix. Et ils n'ont pas l'intention de changer de cap.

La classe ouvrière sur une défensive active

Il est classique de dire qu'en période de récession économique et de sous-emploi la lutte ouvrière s'atténue. Le patronat mise sur ce repli, attendu et jugé nécessaire. Ne nous leurrons pas : il s'est produit. Les conditions de la bataille ne sont plus les mêmes quand le patronat a de la main-d'œuvre en excédent.

Pourtant, un phénomène nouveau est apparu : les travailleurs n'acceptent plus cette loi du capitalisme libéral précisément : quand il n'y a plus de travail (de travail productif de profit pour le patron) il faut bien quitter les ateliers où l'on gagnait son pain. Ils refusent de les quitter et posent la question de l'utilité de ce qu'ils produisaient, de son utilité réelle, indépendamment de l'objectif du profit des entrepreneurs. Des dizaines, des centaines de petites et moyennes entreprises sont occupées depuis des mois. Si certaines de ces batailles partielles ont donné des résultats, comme nous allons le voir, beaucoup apparaissent comme sans issue, quelquefois en raison du manque d'initiative ouvrière, retenue par les organisations syndicales majoritaires.

Si le gros patronat de boîtes comme Usinor ou Chausson peut se targuer d'avoir obtenu la reprise aux prix de petites concessions, il est des entreprises où les salariés ont marqué des points : retrait patronal sur les licenciements, souvent acceptation d'une augmentation uniforme des salaires, la même pour tous. C'est significatif que, contrairement aux théories et aux pratiques prétendues communistes, cette revendication revienne maintenant dans la plupart des cahiers de revendications.

C'est ainsi qu'aux Chantiers Mallard de La Rochelle les grévistes ont obtenu l'annulation de vingt-deux licenciements et qu'à la C.P.I.O., filiale Renault de Nantes, la reprise du travail s'est faite avec une augmentation uniforme de 130 F, une prime de 500 F et le retour aux quarante heures.

Chez Chausson à Asnières et Gennevilliers, la grève avait duré cinquante-sept jours et elle s'est terminée le 10 juillet par un vote « organisé », bien organisé à la façon des dirigeants P.C.-C.G.T., en présence des « élus locaux » (!) et après que le délégué C.G.T. eut mis dûment en garde contre les « provocateurs » !

On n'aurait pas fini de relever dans la tactique actuelle de ces dirigeants soi-disant éclairés des incohérences, des sautes d'humeur dont l'explication échappe aux travailleurs ; on ne les comprendrait pas si l'on ne savait que la direction unique P.C.-C.G.T. fait actuellement une crise de gauchisme.

Mais il est aussi des positions plus surprenantes quand elles ne viennent pas d'eux. Un exemple : l'usine Teppaz (construction électro-acoustique) près de Lyon, était occupée depuis le 18 mars ; la majorité des deux-cent vingt-huit employés avait relancé la production d'électrophones et commencé d'effectuer des « ventes sauvages » à l'instar de chez Lip. Le tri-

bunal de commerce de Lyon avait sursis à la liquidation de l'entreprise. Une coopérative ouvrière pouvait être constituée en accord avec la section F.O. de l'usine et soutenue par la Fédération des coopératives de production. Mais la section C.F.D.T., majoritaire, s'est opposée à ce projet et lui reste opposée. Nous lisons qu'elle le juge *« trop limité parce qu'il ne prévoit pas l'embauche de tous les salariés »*. L'argument ne vaut rien quand on sait que, dans tous ces cas de reprise d'une activité après liquidation (le cas de Lip est encore présent à toutes les mémoires) le réembauchage ne s'est effectué que progressivement.

Contre ces coopératives ouvrières qui ont, aujourd'hui, des possibilités nouvelles de se créer, il y a aussi l'argument gauchiste bien connu : il n'y a rien à faire dans le régime tel qu'il est : il faut d'abord le changer, « prendre le pouvoir », espoir suprême et suprême pensée ! Ces camarades ne veulent pas se risquer à le changer tout de suite, localement, quand ils en ont l'occasion et les moyens. Demain on rasera gratis et on autogérera les usines. En attendant, réclamons un autre patron comme les grenouilles de la fable réclamaient un roi !

Nos dirigeants « responsables » préparent une action « d'ampleur nationale »

Edmond Maire et Georges Séguy, réunis le 28 août, déclarent vouloir *« frapper vite et fort »*. Ils n'ont pas attendu la publication du plan gouvernemental, dénoncé déjà et probablement avec raison, comme une « nouvelle mystification ». Les deux directions confédérales ont décidé « le principe d'une journée d'action d'ampleur nationale » avec ces deux revendications prioritaires que nous ne pouvons que saluer : retraite complète à soixante ans, réduction de la durée du travail sans perte de salaire. En outre, le 4 octobre doit avoir lieu à Paris un rassemblement non moins « national » pour l'emploi et les ressources des jeunes, pour le droit au travail et au métier ». Tous ces objectifs sont excellents et il y a longtemps que nous les avons préconisés ici d'une manière à notre humble avis plus concrète, en en précisant bien les modalités.

Certes, par expérience, nous n'accordons pas à ces « journées nationales » à répétition une efficacité pratique considérable. Mais il faut bien faire quelque chose. Pourvu qu'elles réussissent... pourvu que la mobilisation ait lieu... pourvu aussi qu'on n'y mêle pas les préoccupations partisanes du moment, la concurrence entre les partis considérés comme « de gauche », leurs rivalités et leurs querelles... mais comment éviter que le P.C.F. ne vienne y jouer son rôle qu'il estime dirigeant et ne s'y manifeste par un de ces accès de gauchisme dont il fait preuve pour le moment et pour une durée encore indéterminée. Il est difficile, avec une telle tutelle, de définir et de conduire une bataille ouvrière nécessaire qui ne finisse par s'enliser dans les canaux détournés et vaseux d'une « haute politique » inaccessible aux masses.

Au « Parisien Libéré » : quelle issue ?

Voilà des mois que dure la bataille du « Parisien Libéré ». Drôle de bataille ! Les adversaires se défient de loin, alors qu'ils ne sont plus ni face à face, ni côte à côte. C'est une bataille d'invectives. A quoi peuvent-elles servir quand les jeux sont déjà faits, quand on ne veut pas savoir encore qui a gagné ou perdu.

M. Amaury, le patron, peut penser qu'il a gagné. Ses ouvriers d'hier occupent une imprimerie morte. « Le Parisien » se fait ailleurs ; il y a d'autres ouvriers pour le faire et d'autres ouvriers pour le lire quand il est fait.

Certes, les travailleurs de l'ex-Parisien Libéré tiennent le coup depuis des mois grâce à la solidarité très substantielle de leurs camarades restés au travail dans les autres journaux. Mais l'adversaire s'est dérobé. La Fédération du Livre C.G.T. qui est aussi une manière de patronne des travailleurs de la presse parisienne, dit et répète : négocions, négocions ! Mais pourquoi Amaury négocierait-il ? Il est occupé ailleurs. Le gouvernement n'éprouve même plus le besoin de faire évacuer par la force les anciens locaux du « Parisien ». Pourquoi le ferait-il ?

Quand la Fédéeation du Livre C.G.T. lance une grève nationale de solidarité, ce sont les autres journaux qui ne paraissent pas. Le « Parisien » sort, seul sur la place. Et les actions directes des grévistes n'empêchent pas toujours sa distribution et sa vente.

Comment en sortir ? Sauf à enregistrer la défaite, on ne voit pas d'autre moyen qu'un élargissement dans une bataille plus générale de la classe ouvrière, une bataille dans laquelle le conflit du « Parisien » ne serait plus qu'un petit point à peine brûlant. Hypothèse de travail, diraient les stratèges : de toute façon, la Fédération du Livre C.G.T. a prêté le flanc à la grande manœuvre d'Amaury et de ses complices contre le statut, à vrai dire exceptionnel, des travailleurs de la presse parisienne. Elle a abusé de son monopole d'embauche. Surtout, sous une direction communiste, elle a participé, d'une manière aventureuse, à la stratégie actuellement « gauchiste » du parti communiste. A-t-elle oublié ce que disaient ce parti et ses ministres dans les années qui ont suivi la guerre ? Une des premières grèves ouvrières de ce moment-là fut celle des rotativistes. Les ministres communistes et la direction du P.C. dénoncèrent alors à haut cri les privilèges exorbitants de ces « aristocrates ouvriers » !

Pour les écoles de l'Eglise, il y a de l'argent

Il ne faut pas passer sous silence qu'un récent conseil des ministres a dispensé des charges sociales et fiscales afférentes à leur personnel, les établissements d'enseignement privé ayant passé avec l'Etat un contrat simple. Ce contrat est si « simple » qu'il n'impose aux dits établissements (en grande majorité confessionnels et catholiques) que de très légères obligations administratives. En revanche donc, ils seront dispensés des charges qui frappent normalement toutes les entreprises privées. Remarquons bien que le personnel réputé enseignant de ces établissements ne recevra pas un sou de plus de cette faveur fiscale. C'est la caisse des « boîtes » en question qui s'en trouvera bien.

Ainsi donc, une partie des impôts que nous payons servira à subventionner — alors que l'enseignement public, service public pour tous, n'a pas ce qu'il lui faudrait — des établissements cléricaux où les enfants des « gens bien » évitent la promiscuité du peuple.

R. GUILLORE.

BENOIT FRACHON

ou le parti dans les syndicats

Cet article avait été écrit pour le journal Le Monde *où il devait figurer parmi d'autres témoignages, certainement plus flatteurs, sur le rôle joué par Frachon dans le mouvement syndical français. Bien que légèrement réduit, ce témoignage n'a pas paru dans le grand quotidien parisien du soir. L'explication en a été fournie à Charbit par Jean-Marie Dupont, dans la lettre suivante : « Nous n'avons pas pu malheureusement publier le témoignage que vous aviez préparé il y a un an, à la demande de J. Roy, sur la mort de Benoît Frachon. La faible pagination du journal au mois d'août et surtout la grève du Livre qui a entraîné la non parution d'un numéro le surlendemain de la mort du leader de la C.G.T. nous a contraint de limiter au seul article de notre directeur, la nécrologie de Benoît Frachon. »*

Nous le reprenons ici sans les atténuations concédées à la direction du « Monde » ménageant les susceptibilités des dirigeants du P.C.

Il n'est pas nécessaire d'avoir été l'ami de Benoît Frachon pour reconnaître qu'il a joué un rôle de premier plan dans le mouvement syndical français, pendant un demi-siècle. De tous les anciens syndicalistes révolutionnaires ralliés à Staline, il a été certainement le plus habile, le plus efficace. Les variations des consignes russes ont toujours trouvé en lui un interprète compétent, apte à les traduire en termes « révolutionnaires », de manière à emporter l'adhésion des travailleurs.

Pourtant, avant d'avoir été promu au tout premier rôle, Frachon s'est montré assez discret, sinon effacé. C'est qu'il avait commencé sa carrière par un faux pas : celui d'abandonner en 1920 l'action des minoritaires de la C.G.T. pour aller constituer à Marseille une Confédération des Travailleurs du Monde, dont il fut le trésorier, et qui, très vite, disparut.

A la constitution de la C.G.T.U., en 1922, il est secrétaire du syndicat des métallos du Chambon-Feugerolles et secrétaire de l'U.D. de la Loire en 1924. Il passe au secrétariat du parti en 1926 où il demeurera jusqu'en 1933.

Un « unitaire » contre l'unité syndicale

Durant toute cette période, la C.G.T.U. est en perte de vitesse. Alors qu'à sa naissance elle était plus forte que la C.G.T., son influence ne cessa de décroître et ses effectifs de baisser. Aussi sa tactique qui tendait à dresser les membres de la C.G.T. contre leurs dirigeants aboutissait à des résultats contraires.

Surtout pendant la période où Moscou imagina une « radicalisation des masses » et affirma qu'en Occident en général et en France en particulier, l'ère de la prise du pouvoir par la classe ouvrière était ouverte.

De nombreux militants, jusque là disciplinés, mais redoutant l'aventure, se sont regimbés et ont dit non à Moscou. Ils ne tardèrent pas à rejoindre la vieille opposition groupée autour de « La Révolution prolétarienne » de Pierre Monatte, puis de fonder, avec des militants de la C.G.T. et des syndicats autonomes, un mouvement en faveur de l'unité syndicale appelé « Comité des 22 ».

Cette initiative fut très mal accueillie par le P.C., Monmousseau, particulièrement doué pour les formules fracassantes, avait trouvé celle-ci : « C.G.T. unique = C.G.T. de trahison ». Et Frachon faisait la démonstration que les chefs de la C.G.T., étant « complètement intégrés à la bourgeoisie », nul contact avec eux n'était souhaitable.

C'est alors qu'intervint, à l'insu des syndiqués, un chassé-croisé entre dirigeants du parti et de la C.G.T.U. Et sans l'intervention de Gilbert Serret, des Instituteurs de l'Ardèche, au congrès de 1933, on n'aurait pas su que Frachon, secrétaire du parti, était devenu secrétaire de la C.G.T.U., tandis que Gitton, secrétaire de la C.G.T.U. passait au secrétariat du parti.

Il est certain que Frachon était d'une autre trempe que Gitton (1), mais malgré son talent, il ne parvint pas à remonter le courant de désaffection qui minait la C.G.T.U. D'autant plus que, loin de reconnaître l'erreur des perspectives de Moscou annonçant l'approche du « grand soir », Frachon redoubla de violences à l'égard de ceux qui ne l'approuvaient pas au sein même de la C.G.T.U. Ceux-là aussi étaient traités de contre-révolutionnaires et se voyaient menacés d'être chassés de leurs fonctions.

Le tournant du P.C. et de Frachon

Mais en juin 1934, Thorez rapporte de Moscou de nouvelles consignes. Inquiet du rapprochement intervenu entre les gouvernements allemand et polonais, Staline décide de donner une orientation patriotique aux communistes français. Il reconnait pour la France « la nécessité de maintenir sa défense au niveau de sa sécurité ». Et le parti communiste devient aussitôt favorable à l'unité syndicale et au rapprochement avec une fraction de la bourgeoisie ainsi que chaud partisan de la défense nationale, toutes choses honnies depuis des années et surtout au début de cette année 1934, où il s'acharna à détruire le courant d'unité avec socialistes et réformistes, né spontanément des événements des 6 et 12 février.

Ainsi Frachon devint le « premier ouvrier de l'unité ». Pour celà il lui a suffi de dire le contraire de ce qu'il affirmait auparavant et de déclarer que les chefs réformistes étaient de bons militants et que Jouhaux faisait une action utile au Bureau international du travail.

Par la suite, Frachon a écrit que les réformistes n'avaient accepté l'unité qu'à regret. C'est vrai pour certains, mais c'est tout de même Frachon qui a refusé de fusionner les deux organes syndicaux de tendances : « Vie Ouvrière » et « Syndicats » que lui proposait Francis Million, comme il a refusé de condamner l'existence des fractions (ce qui ne l'a pas empêché de les interdire depuis que le parti communiste est maître de la C.G.T.).

Après 1936, on sait qu'il y eut une deuxième, puis une troisième scission.

---

(1) Celui-là même qui osa présenter dans « l'Huma » le pacte Hitler - Staline comme un instrument de paix et qui passa ensuite au service du nazisme, ce qui lui valut d'être abattu par des inconnus, au coin d'une rue des Lilas, près de Paris.

Contre « les syndicalistes d'union sacrée »

En 1939, il faudrait plutôt parler d'exclusions : la publication du pacte d'assistance Hitler-Staline, qui est à l'origine de la seconde guerre mondiale, avait provoqué une telle indignation dans le pays, même chez beaucoup de communistes, que la mise hors la loi du parti par le gouvernement Daladier fut appliquée, peut-on dire, sans résistance de la part de ceux qui en étaient l'objet. L'exclusion de la C.G.T., qui répondait au même sentiment, n'a alors guère soulevé de protestations.

L'alignement du parti français sur la nouvelle politique de Moscou fut confié à Frachon. Dans son ouvrage « Les communistes français pendant la drôle de guerre », A. Rossi écrit qu'« après le passage à la clandestinité des dix députés « en fuite », *c'est essentiellement sur Frachon que pesait la tâche du travail pratique et du redressement politique* ». [Comparé à Thorez, à Duclos, à Marty], *c'est lui qui répond le mieux à la nouvelle situation... Et c'est surtout à Benoît Frachon que le parti doit d'avoir pu supporter les chocs qui le secouaient de fond en comble en octobre-novembre 1939, se reconstituer peu à peu et s'outiller pour le combat contre la guerre* ».

Car c'est bien contre la guerre et pour la paix immédiate qu'était orientée l'action du parti, surtout après l'écrasement de la Pologne et son partage entre l'Allemagne et la Russie, tandis que Français et Anglais étaient dénoncés comme les fauteurs de cette guerre, « Daladier et sa bande » étaient les ennemis du pays, les « syndicalistes d'union sacrée » (formule empruntée aux internationalistes de 1914) n'avaient « fait la scission que pour mettre la C.G.T. au service du capitalisme et de la guerre ».

Frachon a publié récemment un recueil de ses écrits et discours de 1944 à 1967. Dommage qu'il ait négligé ceux d'avant 1944 qui représentent vingt ans au moins de son activité militante, adaptée à toutes les situations.

Mais l'étape du pacifisme prit fin avec l'attaque de l'URSS par les armées hitlériennes, et là le parti dans son ensemble a pris place dans la lutte contre l'occupant. Il semble même que ceux qui étaient informés savaient quelques mois avant juin 1941 que les rapports germano-russes se gâtaient depuis l'entrée des troupes allemandes en Roumanie, puis en Bulgarie, et celà était perceptible dans la presse clandestine du P.C. dès le mois de mars 1941, trois mois avant l'offensive allemande contre l'URSS.

En tout cas, grâce à son comportement durant la seconde partie de la guerre, le parti retrouve, renforcée, l'audience perdue en 1939, et c'est déjà en redresseurs de torts que ses militants, dirigés par Frachon, réintègrent la C.G.T., où ils ne sont pas tendres pour ceux qui, après eux, se sont compromis avec l'occupant.

Ils s'y conduisent vraiment en maîtres et, à l'occasion d'un référendum sur la Constitution, ils imposent à la Confédération la consigne de leur parti.

Durant les deux années qui ont suivi la Libération, il n'y a pas eu de meilleurs artisans du relèvement du pays. La lutte de classe était mise en veilleuse. On se rappelle la formule de Thorez « Retroussons nos manches ». Frachon a été plus explicite. Dans son rapport au Comité national de la C.G.T. du 25 mars 1945, il disait notamment : « *Nous appelons à nouveau tous les ouvriers à travailler partout avec ardeur, avec abnégation. Nous leur demandons en particulier dans les usines de guerre d'accroître sans cesse leur rendement et de dépasser les plans de production prévus. Nous demandons à tous nos camarades de prendre l'initiative pour constituer partout des comités patriotiques de production* ».

C'était l'époque où Monmousseau faisait cette stupéfiante découverte que « la grève est l'arme des trusts », et où Croizat, ministre du Travail, condamnait, à la tribune de l'Assemblée nationale la grève des ouvriers de la presse parisienne.

Quand les communistes ne sont plus ministres

Mais en 1947, tout est à nouveau changé : il n'y a plus de communistes au gouvernement et la France est paraît-il, gravement menacée par l'application du Plan Marshall. Dans « l'Huma » du 4-11-47, Frachon écrit :

« *Pour la France actuellement, l'activité des trusts capitalistes internationaux s'exprime par le Plan Marshall, avec tout ce qu'il comporte de menaces contre notre économie, l'indépendance et la souveraineté françaises, ainsi que d'interventions directes des gouvernants réactionnaires américains dans nos affaires intérieures* ».

Aussi la menace de Molotov se réalise. Celui-ci avait prévenu le Ministre anglais Bevin que « si l'Angleterre et la France s'avisent de réaliser le Plan Marshall, elles connaîtront le grabuge et même l'ouragan. »

Nous avons eu les deux. Des grèves se multipliaient alors, de plus en plus violentes. Des heurts se produisaient entre grévistes et forces de l'ordre, puis des syndiqués opposés à la grève furent malmenés par des grévistes.

C'est de là qu'est sortie la scission de 1947 qui a donné naissance à la Confédération Force Ouvrière ; des syndiqués brutalisés, en particulier chez les mineurs, se refusant désormais à demeurer dans la même organisation que leurs agresseurs. L'on peut dire que cette troisième scission de la C.G.T. est partie de la base, Jouhaux et ses amis n'ayant fait que suivre leurs troupes.

Finalement Frachon pouvait être satisfait de son œuvre. Il a réussi à conquérir la C.G.T., et à obliger ceux qui l'avaient exclu en 1939 à quitter eux-mêmes l'organisation en 1947. Et puis, il a réussi à conserver à sa C.G.T. la première place parmi les autres confédérations et a agi de telle sorte que le syndicalisme a changé de visage en France.

Une autre C.G.T., un autre syndicalisme

Car il faut le rappeler, la C.G.T. à l'origine était conçue comme une organisation fédéraliste. C'est-à-dire que seuls les dirigeants de la Confédération avaient à faire approuver leur gestion par l'ensemble des délégués syndicaux réunis en congrès. Le secrétaire d'un syndicat ne dépendait que de ses mandants, comme le secrétaire d'une union ou d'une fédération n'avaient de comptes à rendre qu'aux représentants des syndicats membres de leur organisation. Cela facilitait la coexistence de courants divers dans le même syndicat et encourageait les opposants à se manifester.

Avec le cours actuel, que Frachon n'a certes pas inventé, mais qu'il a perfectionné, le syndiqué ne participe plus à la vie de son syndicat, il se contente de cotiser et d'appliquer des consignes.

Ainsi les congrès confédéraux ressemblent de plus en plus à ceux du Soviet Suprême, où les grands dignitaires viennent développer des rapports interminables, que les délégués, qui tiennent à leur tranquillité, se contentent d'approuver. Et c'est ainsi qu'alors que toute discussion à la base est abandonnée, les dirigeants confédéraux se muent en stratèges et que les syndicats n'ont plus qu'à appliquer des décisions à l'élaboration desquelles ils n'ont pas contribué.

En tout cas, Frachon a toujours su adapter son action syndicale aux variations de la diplomatie russe. Le reproche que nous lui faisons est d'avoir constamment subordonné les intérêts des travailleurs français à ceux du gouvernement russe qui se dit socialiste, mais qui refuse à son peuple le minimum de bien-être et de liberté dont nous jouissons dans notre pays.

F. CHARBIT.

JEAN BERNIER : l'itinéraire d'un bourgeois révolté

Jean Bernier est mort durant le mois d'août à l'hôpital Cochin. Quelques-uns d'entre nous qui l'ont connu et aimé, en dépit de heurts souvent très vifs, n'apprendront pas la nouvelle sans émotion.

C'était un grand garçon franc jusqu'à la brutalité, qui n'avait jamais connu la mesure, cette « mesure » qui habite si aisément les prudents et les mariolles qui savent qu'on ne fait jamais aussi bien son « chemin » qu'à pas feutrés !

Né dans la haute bourgeoisie, la bourgeoisie de robe, comme on disait autrefois, — son père était un important personnage du Conseil d'Etat — il semblait qu'il n'aurait eu qu'à se laisser porter par le flot, mais il avait eu vingt ans en 1914, un tournant fâcheux qui devait contrarier bien des destins, quand il n'en rompit pas purement et simplement le fil !

Jeté très tôt dans la fournaise, bon jeu bon argent, le désenchantement devait être très rapide et le jeune bourgeois se retourner bientôt avec furie contre toutes les valeurs qu'on lui avait appris à révérer jusqu'alors. Comme Galtier-Boissière, avec lequel il date ses premières liaisons de cette époque, comme Gaston Bergery, qui « servait » dans la même unité que lui, il reviendra marqué à jamais des effroyables boucheries, dont il avait pu réchapper !

Un livre, la *Percée*, cette vaine « percée » du front adverse à laquelle nos brillants stratèges s'étaient efforcés durant tout le conflit, suppléant à leur impéritie professionnelle par la multiplication des poitrines et des hécatombes, que Bernier nous donna alors, témoignera longtemps de ce temps de carnage.

Cette *Percée* d'ailleurs que le célèbre historien américain Jean Norton Cru retient dans sa fameuse recension, *Témoins*, dans laquelle il passe au crible de la critique historique la plus minutieuse, pas moins de 250 ouvrages relatifs à la guerre de 1914-18, parmi la dizaine qui pourraient légitimement survivre pour la vérité des peintures et l'honnêteté quant aux événements rapportés !

La perte des illusions dont on avait nourri son adolescence et l'écœurement ramené des champs de bataille avaient fait certes de Bernier un révolté, mais un révolté qui ne pouvait se soutenir par sa seule révolte. Aux enthousiasmes abandonnés et aux illusions perdues il lui fallait des certitudes de substitution. Le communisme était là tentateur, avec ses vérités révélées et son confort intellectuel, qui vous abrite une fois pour toutes des affres du doute ! En vérité, dans les années 1920 où nous sommes encore, celles où Bernier fera acte d'adhésion, ce n'était pas encore la manufacture de robots qu'on connaîtra bientôt, mais des signes avant-coureurs se discernaient déjà ! Néanmoins Bernier, malgré les aspérités de son personnage, et combien il pouvait en avoir sans même qu'il s'efforçât ! y tiendra une dizaine d'années. Il sera ainsi d'abord rédacteur à *Clartés*, ensuite à l'*Humanité*, jusque dans les années 1927-28, au-delà de quoi il prendra ses cliques et ses claques, meurtri et déchiré d'avoir été si longtemps abusé, plutôt de s'être si longtemps abusé !

Pourtant dans sa phase d'orthodoxie, il avait été assez imbu des saines doctrines, enfin de celles réputées telles pour le quart d'heure, pour qu'il lui revînt de donner sur les doigts à Louis Aragon, alors jeune muscadin surréaliste et qui trouvait des défoulements suffisants à son exhibitionnisme prurigineux dans les mascarades dont s'avisait l'école, plus affamée de publicité que de toute chose, de temps à autre.

La dernière précisément, et qui donnerait lieu à un texte historique (historique, en tout cas, pour ce qui concerne l'*immortel Aragon !*) avait eu lieu à propos des obsèques d'Anatole France, en 1924, célébrées avec toute la pompe « républicaine et laïque », qui paraissait de mise pour célébrer l'avènement du « Bloc des Gauches », tout fraîchement intronisé. Les surréalistes n'avaient pas goûté, en iconoclastes qu'ils se croyaient — pourtant on a vu depuis quelques-uns de ces irrévérencieux prétendus dans des chienlits anthumes ou posthumes, bien autrement grotesques que l'enterrement du vieil Anatole ! — et l'avaient dit dans un libelle *Un cadavre*, qui est maintenant une pièce de collection pour tous les fervents du culte, ce qui était leur affaire. Mais dans ce texte blasphématoire s'était glissé un membre de phrase sur « Moscou la Gâteuse », qui devait faire plus pour la gloire du papier, éventuellement pour celle d'Aragon, que toutes les autres gloses accumulées contre la personne et l'œuvre du défunt Monsieur Bergeret.

C'est de cette « Moscou la Gâteuse », que Bernier au nom de l'équipe de « Clartés », qui ne badinait pas sur le respect dû aux prophètes, avait dû demander compte aux petits insolents du surréalisme.

D'où une lettre d'Aragon où celui-ci, s'érigeant en chef de file, crachait sur la Révolution russe ! Sans doute le bolchevisme de 1924 n'apparaissait pas encore suffisamment avili au cavalier d'Elsa pour qu'il songeât encore à y réclamer droit de cité. Il faudra Staline et toutes les turpitudes ultérieures largement étalées, pour que le personnage juge le milieu enfin propice à son meilleur épanouissement.

Le communisme officiel abandonné, Bernier demeurera quelque temps à jouer les enfants perdus ; collaborant à la *Critique sociale* de Souvarine et trouvant ou retrouvant accueil auprès de Galtier-Boissière, celui-là le plus sûr de ses amis comme il en fut le plus sûr. Ce n'est pas pourtant que Galtier ait partagé jamais la rigueur ou plutôt les rigueurs doctrinaires qui habitèrent successivement Bernier. Il s'en amusait plutôt, s'attendant toujours que quelqu'inflexibilité nouvelle succédât à la précédente, mais par-delà ces divergences d'« idées » secondaires au demeurant, leur commerce d'amitié survécut, indéfectible, à toutes les traverses et à toutes tempêtes.

Une autre liaison de jeunesse, de guerre aussi, mais en l'occurrence les deux temps avaient coïncidé, devait aussi jalonner la vie de Bernier, une liaison qui ne fut pas d'ailleurs sans nuages, en tout cas politiques : celle qui l'amena, un instant, à figurer aux côtés de Gaston Bergery.

Celui-là non plus n'était pas banal et tranchait singulièrement sur la grisaille politicienne, dont il était pourtant issu, puisqu'il avait fait ses premiers pas sous la tutelle radicale-socialiste. Une nature d'outsider, un supposé aventurier même, qu'il ne sera même pas, hélas ! et ce dont on se félicitait tant on était las des bureaucrates et des fonctionnaires avec leurs promotions à la petite semaine et leurs « avancements » à l'ancienneté ! Un temps, assez court, Bergery semblait donc parti pour séduire les plus blasés.

Sa trouée fulgurante s'était produite peu de temps après le 6 février 1934, où déjà il s'était distingué dangereusement, osant, seul de toute la gauche, porter à la tribune de la Chambre, le brûlant sujet des relations singulièrement amiables de Chiappe et de Stavisky. Puis il avait persévéré dans la singularité, en remettant son mandat de député de Mantes, coquetterie qui ne s'était jamais vue, estimant que la Chambre, élue en 1932 sous le signe de la gauche, s'était reniée en faisant appel à Doumergue et à Tardieu, et qu'il jugeait que pour son compte il lui fallait un nouvel aveu des électeurs. Dans le même temps, Doriot avait commencé de branler

dans sa « foi » bolcheviste et de lever l'étendard de sa dissidence dionysienne, et déjà des enthousiastes, dont Bernier, croyaient pouvoir fonder de grands espoirs sur une possible conjonction des deux rebelles. Espoirs fallacieux, les deux hommes entendant bien chacun pour leur compte se consacrer exclusivement à leurs visées particulières !

Pour Bergery, ç'avait été d'abord le *Front commun*, qui muera chemin faisant en parti frontiste, et qui se manifestera essentiellement au travers d'un journal de combat, la *Flèche*, remarquablement fait, et qui recueillera en 1937 deux transfuges du *Canard Enchaîné*, Henri Jeanson et Galtier-Boissière, ceux-ci n'ayant pu se faire aux mœurs staliniennes, qui s'étaient subitement emparées de la maison.

Bernier, embarqué des tout premiers dans le Front commun, ne tardait pas à diverger sur le principal et sur l'accessoire avec le maître des lieux, avec lequel il ne s'interdisait aucun franc parler, malgré l'ancienneté de leurs liens, sinon même en raison de celle-ci !

Il en résultait bientôt un effritement, Bernier s'isolant bientôt dans un nouveau groupement, dit « Front Social » s'il nous souvient, où il entraînait quelques anciens communistes, dont Lucie Leiciague, si notre mémoire ne nous trompe. Tout cela n'atténuant en rien son bergerysme sentimental, qui se retrouvera, intact, quand les heures difficiles viendront plus tard et que le fringant Gaston, déchu de ses splendeurs d'un instant (ses ambassades de Moscou et d'Ankara, au temps de Pétain) pourra compter ses amis sur ses doigts !

C'est à cette époque, environ fin 1937, que se placera la période d'ascèse syndicaliste de Bernier, et que quelques-uns d'entre nous commenceront de le connaître et de l'apprécier. Avec Lazarévitch, Guilloré, d'autres, il participera de la fondation du cercle syndicaliste « Lutte de classes » et de la rédaction du *Réveil syndicaliste*, mettant tout son cœur et toute son énergie à lutter contre le national-communisme et la guerre qui venait. Sans grand espoir mais avec beaucoup de conviction.

Puis ce fut le drame, l'armistice, le reste, avec toutes ses lignes de démarcation, qui ne furent pas seulement géographiques !

Bernier depuis la guerre avait vécu à l'écart, ne cherchant plus à participer de l'événement par une participation politique directe, se bornant à apporter à Galtier-Boissière, notamment dans le *Petit Crapouillot*, où il tenait une rubrique sur les livres de politique et d'histoire, qui pouvait compter parmi les meilleures du genre, une collaboration efficace et discrète, riche de toutes les sources où il avait bu.

Homme de tous les entêtements et de toutes les candeurs, il aura été un exemple assez parfait de l'envers du moyen de parvenir !

Il est mort d'ailleurs dans un état proche du dénuement, sans le plus mince simulacre d'obsèques, sa dépouille partant directement pour l'amphithéâtre !

Alexandre CROIX.

LE MYTHE DE L'INDÉPENDANCE

Depuis un certain temps toutes les déclarations des responsables, politiques ou autres, se terminent par une déclaration vigoureuse sur « l'Indépendance » de l'hexagone ; tous ces tribuns semblent craindre une annexion. Pourquoi ce réveil nationaliste au moment où l'on prêche, dans le même temps une volonté d'union européenne ? Il y a une certaine confusion dans l'esprit brumeux de tous ces bavards : au départ, ils sont capables de définir ce qu'ils nomment l'indépendance, de plus, leur lamentable ignorance économique les dispensent d'envisager l'ampleur du problème. Presque tous les politiciens n'envisagent d'action que sous une forme aux fins électorales, toute innovation doit être publicitaire. La coutume est maintenant profondément ancrée dans l'esprit des parlementaires, les travaux à long terme ne sont pas payants du point de vue électoral ; donc le plus sage est de les ignorer.

Soyons sérieux, et revenons à cette sacrée vertu, nous n'avons aucunement besoin de sauver notre « Indépendance » ; pour l'excellente raison qu'on ne sauve que ce que l'on possède encore. Les gémisseurs officiels devraient, au moins avoir la pudeur de se renseigner, avant de démoraliser leurs auditoires. Vous parlez de quoi exactement ? La France seule ! de M. Maurras ? ou bien d'une certaine « Indépendance » pouvant s'orienter selon vos désirs ? En 1975, dans l'état actuel de l'Europe, celui qui parle de cela est soit une gourde, soit un fripon. Une nation sans carburants, et laissant rouler des millions de voitures, n'est pas indépendante. Nous sommes économiquement colonisés mais nous nous en sommes parfaitement accommodés. Depuis une vingtaine d'années nous avons vécu de grandeur et de déclarations tapageuses ; mais nous n'avons jamais entrepris une action solide pour préserver, un peu, notre fameuse Indépendance. Nous vivions au temps du panache ; pour le travail sérieux nous n'avions plus le temps. Tous les avertissements ont été étouffés ou ignorés ; il était malséant de prévoir des jours sombres et d'évoquer l'imprévoyance.

On pouvait, voici des années, penser à l'équipement téléphonique mais l'on a préféré laisser les firmes d'U.S.A. nous fournir, par marques interposées, du matériel traditionnel et maintenant presque périmé. L'Indépendance, si nous la voulions, demandait que nous fassions un énorme effort sur nos voies navigables ; mais cela n'avait pas une grande répercussion électorale, on préférait inaugurer à grands fracas un tronçon d'autoroute. Le merveilleux Nord-Sud européen, tracé par la liaison Rhône-Rhin, était freiné par un président malade ignorant tout du problème. Voulez-vous qu'on parle, un tout petit peu, de l'informatique ? Maintenant nous devons choisir entre une fusion avec Siemens ou Honeywell et ajouter pour cela une facture de deux solides milliards. Au moment de la décision à prendre, c'était avant la fermeture de « Bull », aucun de nos cerveaux ne savait quoi faire ; maintenant je crois que les mêmes cerveaux sont toujours aussi indécis. Dans l'Agriculture des agronomes de salon, qui garnissent cette respectable maison, sont parvenus à faire dépendre nos éleveurs, des fournisseurs U.S.A., pour alimenter leur bétail. Le paysan français ayant « suivi son bœuf » puis s'étant noyé dans son lait, et englouti dans trop de beurre, rêve maintenant d'un maïs merveilleux : en attendant que des planistes géniaux découvrent les bienfaits des pissenlits ou des crosnes. Et vous, messieurs les P.D.G. de l'industrie pharmaceutique, vous cherchez sûrement autre chose que l'Indépendance lorsque l'on constate à quelle vitesse vos laboratoires passent sous contrôle helvétique, germanique ou U.S.A. ?

Je ne vais pas faire une revue de toutes les activités de notre « bout d'Europe » pour faire clairement comprendre que « l'Indépendance » est en l'an 75, de ce siècle miteux, un pur mirage.

Francis AGRY.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

LES ROSENBERG DEVAIENT-ILS MOURIR ? — Récemment, un film et une émission de télévision ont remis cette question sur le tapis, et il n'est pas trop tard pour en dire quelques mots. L'opinion publique, en France en tous cas, considère généralement les Rosenberg comme des victimes de la guerre froide, de la chasse aux sorcières qui a sévi aux Etats-Unis au moment de la guerre de Corée. Cet homme et cette femme ont toujours proclamé leur innocence, et ils semblent bien avoir été victimes de l'hystérie collective qui s'est emparée de l'Amérique à cette époque (tous les peuples traversent de semblables crises), et être morts innocents comme avant eux Sacco et Vanzetti.

Et même s'ils avaient livré des secrets atomiques à l'URSS, méritaient-ils de mourir ? N'étant pas de grands savants, ils ne pouvaient donner que des indications bien sommaires. Et ils n'ont pas agi, s'ils l'ont fait, par intérêt sordide, mais par suite de leurs illusions sur le régime soviétique. S'ils avaient vécu davantage, penseraient-ils de même aujourd'hui ? Peut-être leurs idées sur la question seraient-elles identiques aux nôtres. Et qui pourrait croire que s'il n'y avait pas eu les Rosenberg, l'URSS ne posséderait pas aujourd'hui la bombe atomique ? Six pays la fabriquent officiellement à l'heure actuelle, dont la Chine. Les Rosenberg en sont-ils responsables ? Quand on pense à cette affaire vingt ans après, on est amené à constater que ce meurtre légal n'a eu aucun sens.

Et si les Russes avaient livré des secrets militaires aux Etats-Unis ? Ma position serait exactement la même. Je serais contre la peine de mort.

MAYOTTE, POMME DE DISCORDE. — Les Comores ont voté pour l'indépendance. Tout irait bien si l'une des îles de cet archipel, Mayotte, n'avait manifesté par ce même vote son désir de rester française. A ceci, il y a une raison autre qu'un attachement sentimental : les Mayottais sont inquiets de l'afflux sur leur Ile d'habitants de celle d'Anjouan. Comment faire ? Il aurait fallu un peu de doigté de part et d'autre, afin d'éviter une partition de nature à envenimer la situation. Malheureusement, du côté français comme de celui d'Ahmed Abdallah, leader des Comoriens partisans de l'indépendance, on a agi de façon aussi maladroite que possible. Récemment un coup d'état a chassé du pouvoir Ahmed Abdallah, mais la situation a peu évolué depuis. Il y aurait pourtant moyen pour les Comores d'adopter une constitution souple, permettant à Mayotte de sauvegarder son originalité. La voie de la sagesse sera-t-elle suivie ? Ce serait nécessaire, d'autant plus que demain un fait de même nature pourrait se produire en Polynésie, où les îles Marquises ont déjà fait savoir qu'elles entendaient rester françaises, en cas d'indépendance du territoire

LE BOUFFON DE L'AFRIQUE. — Il ne suffit pas que les anciennes colonies européennes aient conquis leur indépendance pour qu'elles deviennent immédiatement des modèles de sagesse politique. Trop souvent, les nouveaux chefs d'Etat africains ont donné de piteux exemples de ce qu'il ne faut pas faire, et René Dumont en a dressé un tableau saisissant dans son livre « L'Afrique noire est mal partie ».

Parmi ces chefs d'Etat, en effet, il en est qui adoptent des attitudes déconcertantes, tels les deux présidents qui se sont proclamés récemment maréchaux.

Le premier, Bokassa, de la République Centrafricaine, a décidé de faire couper la main des voleurs, comme le prescrit le droit musulman ancien, et il a gravement injurié Kurt Waldheim, secrétaire de l'O.N.U., qui s'en est ému.

L'autre, Idi Amin Dada, de l'Ouganda, accumule méfaits et excentricités. La plus grave de ses actions a été sans doute l'expulsion de la minorité indienne, qui avait pourtant opté pour la nationalité ougandaise. Mais ce n'est pas tout, loin de là : il a accusé une femme, ministre de son gouvernement, envoyée par lui en France, d'inconduite avec un Européen dans les toilettes d'Orly, ce que le personnel de l'aéroport a démenti formellement.

Après avoir été reçu par Golda Meïr, il a prétendu embrasser la cause des Palestiniens, mais il la dessert en faisant état d'un document aussi manifestement faux que le « Protocole des Sages de Sion ».

S'étant complaisamment prêté au tournage d'un film sur lui-même par un cinéaste français, il a ensuite exigé la suppression de trois passages qui lui déplaisaient, menaçant de représailles tous les Français qui se trouvaient en Ouganda. si ce n'était pas fait. Après avoir projeté d'élever à Kampala une statue d'Hitler, il y a renoncé quand l'ambassadeur soviétique lui a fait savoir que ce personnage avait causé la mort de millions de Russes. Il parait qu'il ne le savait pas ! Il ne doit pas savoir non plus que dans « Mein Kampf », Hitler a traité les noirs de « demi-singes ». Récemment, il a failli faire exécuter un Anglais, auteur d'un livre qui lui avait déplu, exigeant qu'un ministre britannique vienne en Ouganda implorer la grâce du condamné. Ce dernier n'a dû son salut qu'à l'intervention d'autres chefs d'Etat africains, qui ont réussi à faire comprendre au mégalomane qu'il exagérait. Il s'est fait porter en triomphe par quatre blancs pour aller présider la réunion de l'Organisation de l'Union africaine.

Quand je lis le récit de ces extravagances, je pense à l'Ouganda, que j'ai entrevu avant de quitter l'Afrique en 1967. De Djibouti, on m'avait envoyé à Addis-Abeba pour interroger en histoire et géographie les candidats au baccalauréat français. De là, je dus prendre pour Athènes un avion qui, à cause de la guerre des six jours, ne pouvait survoler ni le Soudan, ni l'Egypte. Aussi nous fit-il faire un détour par Entebbé, en Ouganda, où il s'arrêta. La descente au-dessus du Lac Victoria fut magnifique. On nous fit passer environ une heure dans un aéroport où l'on vendait de petits animaux de bois, des peaux de bêtes, des armes primitives, mêmes objets qu'au Kenya, pays voisin que j'avais visité quelques mois auparavant. Une hôtesse d'accueil noire donnait aux voyageurs des renseignements en anglais. Il n'était pas encore question du Président Idi Amin Dada.

Au cours de la suite du voyage, une épaisse couverture de nuages empêcha de voir quoique ce soit des pays africains survolés. L'éclaircie ne se fit qu'au dessus de la Méditerranée. Ainsi, ma dernière vision de l'Afrique fut celle, bien fugitive, de l'Ouganda. Quand je pense à ce pays aux paysages féeriques, je souhaite que son président cesse d'être un sujet d'inquiétude ou de risée à travers le monde.

OU VA LE PORTUGAL ? — Il y a eu l'affaire de « Republica », quotidien socialiste que les communistes ont réussi à faire interdire. Là, je pense qu'il fallait défendre le droit pour chaque tendance du mouvement ouvrier de s'exprimer. La suppression d'un journal appartenant à un parti qui groupe autour de lui une fraction importante des travailleurs était inadmissible. La lutte idéologique entre les tendances socialistes doit se faire à l'aide d'arguments idéologiques et non de manœuvres et de coups de force. C'est pourquoi je n'approuve pas ceux des gauchistes qui ont soutenu cette atteinte à la liberté d'expression. Sans doute ont-ils cru voir dans les événements de Lisbonne une répétition de ce qui s'est passé en Russie en 1917. Mais entre les deux situations, il y a une grande différence. Lénine et Trotsky voyaient en la révolution russe la première étape de la révolution mondiale. Il s'agissait pour eux d'aller le plus loin possible, afin que le prolétariat des pays capitalistes avancés suive le mouvement. Ils jugeaient indispensable de briser les résistances des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Au Portugal, l'union des forces ouvrières s'avère d'autant plus nécessaire que la réaction cléricale relève la tête, et n'hésite pas à employer la violence, comme les

événements de Braga viennent de le montrer. Mais les socialistes portugais méritent, aussi, bien des reproches. Ils ont trop tendance à s'appuyer sur ce qui est à leur droite, au lieu de prendre résolument la tête du mouvement révolutionnaire.

Dans une telle situation, l'armée apparaît comme l'arbitre de la situation, toute désunie qu'elle est. C'est extrêmement dangereux. L'armée portugaise a joué un rôle utile en liquidant la dictature de Caetano, mais il est toujours mauvais que les militaires prétendent diriger la politique. Qu'il me soit permis encore une fois de me référer à la révolution russe. Au plus fort de la lutte qui opposa Staline à Trotsky, ce dernier refusa d'éliminer son adversaire à l'aide d'un coup d'état militaire, qui aurait pu facilement réussir, l'armée rouge qu'il avait créée lui étant très favorable. Il voulait que la discussion ait lieu dans le parti, afin de ne pas devenir lui-même le débiteur de militaires qui n'auraient pas manqué d'exigences. Quand on connaît la suite, on se demande si après tout cela n'aurait pas mieux valu. Mais sur le terrain des principes, Trotsky avait parfaitement raison. N'est-il pas à craindre que demain, au Portugal, devant la maladresse et l'incapacité des partis qui se réclament de la classe ouvrière, un chef militaire prenne le pouvoir et instaure un régime de dictature qui portera peut-être une étiquette de gauche, mais fera une politique de droite.

SOCIALISME OU BARBARIE. — Et ceci m'amène à quelques considérations d'ordre plus général. Rien ne va plus dans le monde capitaliste.

En Argentine, la classe ouvrière supporte de plus en plus mal un régime qui n'engendre que la misère, et les violences sont quotidiennes entre réactionnaires et révolutionnaires.

L'Italie est en proie à des troubles presque continuels. La situation économique de l'Angleterre est très grave. Celle de la France n'est guère brillante non plus, comme le montrent les grèves perpétuelles, trop partielles pour rien régler. La crise touche l'Allemagne fédérale et même les Etats-Unis, où le nombre des chômeurs augmente de façon inquiétante.

Et dans le tiers-monde, la situation n'est pas plus brillante.

Au Liban, les bagarres reprennent sans cesse entre la droite conservatrice chrétienne et les partis de gauche alliés aux Palestiniens.

A Chypre, la Turquie continue d'imposer sa solution, en promulgant une constitution de la partie de l'île qu'elle occupe. Le partage est un fait accompli, que pourtant les Grecs refusent d'accepter, se préparant à une lutte de longue durée. Le monde actuel, miné par les rivalités entre grandes puissances, est incapable d'apporter à aucun de ces conflits, une solution satisfaisante.

Tout indique la fin d'un régime. Le capitalisme ne peut surmonter ses contradictions et assurer aux travailleurs un niveau de vie correct et stable. Il s'avère incapable de lutter contre les méfaits de la pollution causée par un développement désordonné de l'industrie, ni contre le chômage consécutif au ralentissement de ce mouvement. La situation paraît mûre pour la lutte finale.

Seulement, il y a un hic. Là où elle a triomphé, la révolution n'a pas répondu aux espoirs que les travailleurs avaient mis en elle. La Russie a donné naissance à ce Stalinisme qui est la négation de toute liberté, plus oppresseur à bien des égards que le régime bourgeois lui-même. Et ceci rejette du côté des défenseurs du vieux monde des hommes qui normalement devraient se trouver du côté de la révolution. Et la situation s'est encore compliquée par le fait qu'une fraction des gauchistes, celle des Maoïstes, se réclame de Staline.

Car il faut lutter sur deux fronts, telle est la terrible nécessité de notre époque. S'appuyer sur la vieille société, par peur du Stalinisme, faire alliance avec elle, c'est aller au devant d'une défaite certaine, c'est accepter la barbarie totale que la dégénérescence du capitalisme nous amènera à brève échance. Cette vieille société, des millions de travailleurs n'en veulent plus, elle est condamnée. Alors, pour vaincre à la fois le capitalisme et le stalinisme, il faut prendre le taureau par les cornes, et être plus révolutionnaire que les Staliniens. C'est difficile ? Oui certes. Mais il n'y a pas d'autre solution. Si l'on n'arrive pas à dépasser les Staliniens dans la lutte même, on se condamne à l'impuissance, et l'on condamne le monde à sombrer dans la barbarie, sous l'une de ses deux formes.

LA LUTTE DES MINORITES NATIONALES. — En Espagne, le Pays Basque est en ébullition, et deux militants viennent encore d'être condamnés à mort. Encore deux crimes qui se préparent, si la protestation mondiale, qui s'amplifie, n'arrive pas à faire reculer Franco.

En Corse, des manifestations dégénèrent en bagarres sanglantes. Partout où elles se sentent brimées, les minorités nationales réagissent, revendiqnent, manifestent leur volonté de se differencier ou même de se séparer des pays dont elles font partie.

Remarquons qu'en Italie où le régime d'après-guerre leur a accordé une certaine autonomie, les régions à particularisme semblent calmes pour le moment : Sicile, Sardaigne, Haut-Adige où l'on parle allemand, Val d'Aoste où l'on parle français, ne sont guère agités. Au contraire, là où l'Etat se montre farouchement unitaire, les minorités nationales deviennent violentes.

La position des révolutionnaires à l'égard de ces mouvements doit être claire : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à séparation complète d'avec la métropole s'ils le désirent. C'était valable hier pour l'Alsace, qui semble pour l'instant avoir mis en veilleuse ses désirs d'autonomie, peut-être parce qu'après avoir goûté au régime nazi, elle préfère après tout celui de la France centralisatrice, c'est valable aujourd'hui pour la Corse, la Bretagne, le Pays Basque français, l'Occitanie, comme pour le Pays Basque espagnol ou la Catalogne. Et il est curieux de constater que le Parti Communiste, qui autrefois soutenait l'autonomisme alsacien, condamne aujourd'hui l'autonomisme corse.

Mais la révolution a-t-elle intérêt à ce que se désagrègent les pays qui se sont constitués au cours de l'histoire, pour faire place à une poussière de petits états ? Je ne le pense pas. Aussi, tout en affirmant le droit des minorités de faire ce qu'elles veulent, mieux vaut à mon avis préconiser une certaine autonomie dans le cadre des Etats existants, puisqu'Etats il y a. En France, il est temps de réagir contre le jacobinisme unitaire qui brime les particularismes locaux. Les régions qui le désirent doivent pouvoir parler leur langue et s'organiser suivant leurs coutumes. De même au Québec. Les Canadiens de langue française ont des revendications à satisfaire, mais n'auraient guère intérêt à se séparer du Canada.

La situation est différente dans les îles portugaises des Açores et de Madère, où il est question depuis peu d'indépendance, non pour des questions linguistiques ou ethniques, mais parce qu'on y craint la révolution qui se déroule au Portugal continental. L'indépendance des Açores et de Madère serait une défaite pour la révolution portugaise, et ne profiterait qu'à ceux qui entretiennent une base navale militaire dans ces îles.

Rien de commun avec les colonies portugaises proprement dites, auxquelles il était juste, et nécessaire, de donner l'indépendance. Même si l'on doit déplorer les troubles de l'Angola et de Timor. Dans cette dernière île, en Océanie, l'Indonésie est prête à intervenir, et le gouvernement portugais semblerait même souhaiter cette intervention. C'est faire bon marché de la vie des révolutionnaires locaux, qui serait menacée par une invasion militaire d'un pays au régime réactionnaire. Certes, Timor doit tôt ou tard revenir à l'Indonésie, mais pas à n'importe quelles conditions. L'indépendance, le rattachement à un autre pays, l'autonomie, doivent servir à l'émancipation des peuples, et non à leur asservissement.

Jacques GALLIENNE.

DE LA LIBERTÉ RELATIVE A LA SERVITUDE ABSOLUE

Parlant de l'Etat d'Israël, Jacques Gallienne a écrit cette phrase dans la dernière R.P. : « la colonisation de peuplement est une colonie du type le plus néfaste pour la population indigène » (1). Je tremble en imaginant le programme révolutionnaire que l'on pourrait déduire de cette idée générale.

Seules quelques rares populations qui se prétendent autochtones — encore n'est-ce souvent qu'une prétention légendaire ! — échapperaient aux mutations et aux bouleversements déterminés par le révisionnisme révolutionnaire de Gallienne.. car on peut classer dans les « *colonies de peuplement* »... *toute l'Amérique du Nord, une partie importante de l'Amérique latine... l'Australie... tout le Maghreb... la Mandchourie... la Grèce... l'Egypte... la plus grande partie de l'Allemagne... et de la France pré-gauloise... la Hongrie... l'Espagne... l'Italie... les Balkans...* Rassurez-vous ! Ces références historiques et préhistoriques allongées au hasard de la fourchette... n'auront aucun effet sur le dynamisme révolutionnaire de Gallienne. Celui-ci ne pense qu'au malheureux peuple palestinien sacrifié par l'entreprise sioniste. Et c'est très bien. Nous sommes prêts à partager son émotion, nous ne débattons que sur les véritables responsabilités des malheurs du peuple palestinien... qu'il faudrait d'abord évaluer quantitativement et qualitativement.

Mais lorsqu'il n'était que collaborateur occasionnel de la R.P., Gallienne ne s'exprimait pas en partisan irréductible. Voici l'extrait d'un article de lui, paru dans la R.P. en 1961 :

« *Les Arabes ont dû fuir la Palestine devant les Juifs », déclare Louzon. Et ses contradicteurs répondent: « Pas du tout, ce sont les dirigeants arabes qui les ont poussés à le faire ; s'ils n'avaient pas écouté ces conseils, ils seraient encore en Palestine — comme d'autres Arabes y sont restés — et il n'y aurait pas de question de réfugiés au Moyen-Orient. » La réalité est un peu plus nuancée. Il est vrai qu'en 1948, quand a commencé la guerre de Palestine, les gouvernements des pays arabes ont engagé les Palestiniens musulmans et chrétiens à fuir, leur promettant un prompt retour dans leurs foyers, une fois les Juifs rejetés à la mer. Ils espéraient ainsi, n'ayant plus de civils arabes devant eux, pouvoir sans remords envoyer balles et obus sur les seuls sionistes. En grand nombre, les Arabes palestiniens entendirent leurs appels et fuirent, mus, c'est évident, par la crainte, justifiée ou non, des traitements que les Juifs allaient leur faire subir.* »

J'ai apporté dans la R.P. des précisions chiffrées sur les étapes de l'immigration en Palestine — idéalisée par le sionisme (auquel je n'ai jamais adhéré)... mais motivée effectivement d'abord par les pogroms en Russie... ensuite par « *la solution finale hitlérienne* ». J'ai prouvé que le nombre de Juifs fuyant les Etats arabes compensait presque totalement le nombre des Arabes palestiniens fuyant l'Etat d'Israël — que d'autre part la population indigène arabe dans l'Etat d'Israël croissait plus rapidement et plus lourdement que la population juive (en excluant évidemment le phénomène de l'immigration d'ailleurs en régression)...

Mais Gallienne prétendra encore « *que l'on fait dire aux chiffres tout ce que l'on veut* »... ce qui signifie que « *les chiffres ont le tort de dire tout ce qui contrarie les idées de Gallienne.*

Seulement — et je n'ironise plus — ce qui me déchire, c'est de voir la R.P. (au moins certains de ses principaux rédacteurs) se joindre à cette nouvelle vague mondiale... plus monstrueuse, sinon plus efficace que « *la solution finale* » d'Hitler ! On a salué dans notre revue la rupture des Etats *(non des peuples)* africains avec Israël qui leur apportait *une aide technique désintéressée.* On sait que les milliards nés du pétrole sont la cause essentielle de cette « évolution » dite révolutionnaire, comme de la lâche complaisance des démocraties occidentales. Le pétrole socialiste des émirs aux limousines d'or, contre l'impérialisme des paysans et des ouvriers israéliens. Beau sujet de dessin pour H.P. Gassier... s'il vivait encore !

Exclu des compétitions sportives dans l'Inde... démocratique (! ?)... condamné par le « socialiste » massif... noir et hitlérien Amin Dada... exclu de l'UNESCO... demain peut-être de l'O.N.U.... Israël est au ban des nations...

Mais retrouver dans la R.P. le prolongement des campagnes menées dans *le Monde*... par un *Eric Rouleau* — d'ailleurs Juif de naissance — dont l'hostilité systématique à l'égard de l'Etat d'Israël est facilement repérable (cf. article de Madeleine Razon dans « *Le Droit de vivre* » de juillet 1975)... insister lourdement sur les violations des libertés fondamentales (probables mais *dénoncées publiquement en Israël)* dans les terres occupées... alors que ces libertés sont non pas atteintes mais *abolies totalement dans tous les Etats arabes... et socialistes...* c'est pour moi un déchirement dont je ne puis prévoir les effets...

LES LIBERTES AU VIETNAM

Une autre idée de Gallienne nous ramène — involontairement de sa part — à notre débat sur « les dictatures... progressistes ». « *Les Vietnamiens du Sud ne sont pas privés par les communistes d'une liberté qu'ils n'avaient jamais possédée* ». « On (c'est moi-même, messieurs, sans nulle vanité !) *a fait grand état d'une déclaration du Parti Socialiste Vietnamien...* » dont Gallienne *n'avait jamais entendu parler.* Je suis encore obligé de renvoyer nos lecteurs à ce que j'ai écrit dans la R.P. — j'ai dit — et je maintiens — qu'il y avait au Vietnam du Sud... des droits constitutionnellement établis... qu'il y eut des élections soumises aux observations de journalistes objectifs, que l'opposition s'y est manifestée avec suffisamment d'efficacité pour contrer le gouvernement, que la presse n'y était pas monocorde, qu'il n'y avait pas de parti unique et monolithique, qu'il existait des syndicats libres... et que même on y avait entrepris une réforme agraire. Toute cette liberté... « *relative* » fut *considérablement amputée,* lorsqu'après l'offensive du Nord-Vietnam, Thieu imposa un régime de guerre et d'état de siège. *Considérablement amputée ... mais non abolie !*

Minh... partisan de la Paix... succéda très provisoirement à Thieu éjecté... qu'est-il devenu ? Exilé, condamné... ou aligné ?... Il n'y a pas d'autre solution. De *la liberté relative,* nous passons, comme dans tous les Etats dits socialistes, *à la servitude absolue.* En Corée du Sud, comme au Vietnam du Sud et au Cambodge avant la lourde défaite américaine, on peut prendre parti, s'opposer à la violence et à l'arbitraire. Lorsque — selon le vœu de Gallienne — la Corée sera « *unifiée* » (? !) comme le Vietnam, nous n'entendrons plus que ce que voudront nous faire entendre les maîtres de l'Etat... et là... comme dans tous les Etats dits socialistes... en fait totalitaires... *tout ce qui ne sera pas interdit sera obligatoire.*

C'est là la haute justification du solennel appel de *SOLJENITSYNE...* auquel nous nous associons sans aucune réserve, imitant sans soumettre ses écrits à je ne sais quel exégèse pseudo-marxiste... les libres penseurs français qui saluaient dans le chrétien Tolstoï, l'implacable témoin des crimes du tzarisme.

OU VIT-ON LIBRE DANS LE MONDE ?

Mais avant d'étendre, d'élargir, d'approfondir le débat... qui nous orientera peut-être sur des « révisions déchirantes » quant aux résultats aberrants de nos luttes pour le socialisme, contre le colonialisme, pour la libération de tous les peuples... il convient d'examiner les résultats d'une étude synthétique publiée dans le *Point* du 21-7-1975 sur cette question: *Où vit-on libre dans le Monde ?* Enquête menée par une équipe de journalistes, après consultation des organisations internationales : comme *Amnesty International* (dont les tendances échappent à toute influence américaine). *L'Institut international de la Presse de Zurich,* d'autres... que l'on ne cite pas pour ne pas les gêner dans leurs investigations futures. Trois axes de recherche : *la liberté réelle de l'opposition dans chaque pays* (ce qui implique évidemment les libertés ouvrières et un syndicalisme libre), *la liberté de la presse — le traitement réservé aux prisonniers politiques.*

Il y a un effort d'impartialité indiscutable. On ne se gêne pas pour noter la situation, peu conforme au libéralisme, des communistes en Allemagne fédérale, des communistes et des Noirs aux Etats-Unis, l'existence en France d'un tribunal d'exception et de centres d'internement, le nombre de détenus politiques irlandais en Grande-Bretagne... même l'exercice du monopole du syndicat C.G.T. dans les journaux français... etc...

Cependant pour l'Occident, sur les cartes ainsi établies, il n'y a de zones noires qu'en Espagne et en Turquie (situation mouvante au Portugal ?) — zone noire cependant quant à la liberté de la presse en Finlande (où il fut impossible de publier *l'Archipel du Goulag).*

Dans l'Europe de l'Est, on note quelques tentatives de libération en Pologne et en Hongrie. Absence totale de libertés politiques en URSS, en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie... en *Albanie,* renseignements invérifiables... *ce qui pour nous est une aggravation.*

Dans le monde musulman — cher à Gallienne — ni libertés politiques, ni liberté de la presse, traitement implacable réservé aux ennemis politiques... en *Algérie, Libye, Syrie, Irak, Iran,...* En général, on ne voit de taches claires pour les trois répartitions qu'en *Israël* et *au Liban...* tout en notant que la question des droits palestiniens dans les territoires occupés se pose là et que des luttes sanglantes entre Libanais et Palestiniens sont encore possibles ici. L'Egypte s'est partiellement libérée depuis Sadate... quant à la Libye il est impossible d'y connaître le sort des prisonniers politiques, sous le régime du jocrisse mégalomane *Kadhafi.*

En Asie et en Océanie, on ne voit de taches claires qu'en *Australie,* et en *Nouvelle Zélande* et au *Japon...* quant aux trois répartitions. C'est moins clair en *Thaïlande. La Corée du Sud* (n'est-ce pas excessif ?) est dans la zone sombre. Mais *la Corée du Nord* est classée comme le pays le plus dictatorial. En vingt-sept ans *Kim Il Sung* a supprimé tous les partis d'opposition, toutes les religions, établi des équipes de surveillance entre voisins, nommé tous les membres de sa famille à tous les postes importants, obligé tous ses sujets à étudier chaque jour pendant deux heures la philosophie du maître.

Bien entendu aucune liberté *en Chine* et *en Mongolie...* et l'on n'a aucun moyen de connaître le sort des prisonniers politiques chez Mao.

En Afrique noire, aucune liberté politique *au Mali, au Zaïre* (où notre Giscard fut accueilli par des trémoussements folkloriques, évidemment spontanés), *en République Centrafricaine, en Ouganda, en Ethiopie...* ni évidemment liberté de la presse. Ce qui signifie dans la plupart des cas que la presse étrangère n'y est pas admise.

On a recensé depuis douze ans, en Afrique *28 coups d'Etat.* Presque tous les pays sont gouvernés par des militaires. Partout ou presque règnent le culte du Chef ou le parti unique.

En Amérique latine, taches sombres au *Chili, au Pérou,* en *Bolivie, en Uruguay...* taches claires *au Venezuela et en Colombie.* Au *Mexique,* liberté de la presse, libertés politiques contestées. Taches claires à *Costa Rica.* Aucune liberté politique, aucune liberté de la presse *à Cuba* pas plus qu'à *Haïti...*

J'entends bien que Gallienne veut nous expliquer ce que sont réellement les dictateurs... arabes bien entendu. D'autres s'y sont employés... Il y a les bonnes et les mauvaises... du point de vue auquel on se place. On ne devrait pas accorder de libertés aux ennemis de la liberté... ce qui justifie aussi bien les proscriptions des fascistes déclarés que des communistes inconditionnels. Laissons de côté ces vaines plaisanteries... Dans le numéro *du Point* du 11 août, un correspondant proteste contre le classement de la Chine dans les pays sans libertés. La liberté — si je l'ai bien compris — est la troisième étape de la formation d'un individu : la première étant *l'épanouissement dans le travail* — la seconde : *une assurance de justice et d'égalité sans faille au sein du groupe social où il évolue* — Il y aurait en Chine *de multiples progrès conditionnant la vraie liberté ».*

Ne discutons pas. Rappelons-nous simplement. Tout cela fut dit avec plus d'autorité encore sous Staline, non par des staliniens fanatiques, mais par d'éminents intellectuels tentant de justifier la ... « transition » stalinienne. Qu'en reste-t-il depuis 1956 ?

Je ne cesserai pas de poser à nos amis, aux anciens et nouveaux de la R.P., ces trois questions :

1°) Acceptez-vous le socialisme et la « libération » des peuples colonisés tels qu'ils se présentent actuellement dans le monde ?

2°) Continuez-vous à défendre des régimes dans lesquels toutes nos idées sont bafouées et proscrites ?

3°) L'absence de libertés dans les anciennes colonies « impérialistes », dans les pays arabes, en Afrique et en Asie ne prouve-t-elle pas le mépris des peuples et des individus soumis à la tyrannie... paternaliste... comme ils l'étaient hier au « paternalisme » colonisateur ?

Enfin... l'O.N.U. dont la Charte fondamentale engage *« à développer et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous »...* n'est-elle pas aujourd'hui composée en grande majorité de chefs d'Etat ignorant, méprisant et bafouant les droits de l'homme et les libertés fondamentales ? Est-elle qualifiée pour juger Israël ?

Hitler avait au moins l'avantage de ne pas porter le pourpoint de Tartuffe.

Roger HAGNAUER.

---

(1)Tous les marxistes, tous les socialistes me paraissaient d'accord pour attribuer un rôle essentiel dans l'impérialisme à *la colonie d'exploitation,* provoquant l'exportation des capitaux (cf. Helferding). L'atroce utilisation de la main-d'œuvre indigène et le pillage des sources de matières premières. C'est au contraire dans les colonies de peuplement... anglaises (Australie, Nouvelle Zélande, Etats-Unis) que le mouvement ouvrier a connu ses premiers grands succès (c'est en Nouvelle Zélande que fut appliquée pour la première fois la journée de huit heures).

STALINE EST-IL BIEN MORT ?

Je viens de lire, avec un certain serrement au cœur le livre de Philippe Robrieu, consacré à Maurice Thorez, livre dont la documentation est remarquable et le ton général d'une objectivité assez rare. Cependant, sur le plan sentimental sa lecture provoque une sensation de malaise ; du moins pour les hommes de ma génération. A l'origine, durant la crise de croissance du P.C., Thorez, jeune homme, cherchait à comprendre les raisons de cette crise, après tout assez normale. Il fut, ne l'oublions pas, vers 1924-25, abonné au « Bulletin communiste » de Boris Souvarine ; même plus, puisqu'il se montra alors un ardent diffuseur de cette petite revue, qui cherchait à éclairer les militants sur l'après-Révolution en Russie, et ses conséquences dans la IIIe Internationale naissante. Mais assez tôt, Thorez autodidacte de valeur, devait être happé par l'appareil communiste et devenir un super apparatchik. Nous savons tous ici que Staline favorisa d'une façon intensive sa carrière à la tête du P.C. français. Ce fut à un tel point que ce primaire merveilleusement appliqué, type parfait du bon élève, sans originalité vraie (sauf dans l'art oratoire qui convenait jadis aux grandes foules avant le micro) finit par se croire à la tête du P.C. une sorte de Louis XIV proclamant non pas « L'Etat c'est moi ! » mais bel et bien « le P.C. français, c'est moi ! ».

Il faut suivre dans le livre de Robrieu les étonnantes étapes de cette marche de Thorez vers le sommet suprême. Constater que comme le Roy Soleil à Versailles, Thorez dans sa fastueuse propriété de Bazainville et dans celle encore plus fastueuse de la Côte d'Azur (où il était le voisin de l'Aga Kan) trouvait tout naturel d'être entouré d'une abondante valetaille comme l'autre (celui qui disait, son carrosse étant légèrement en retard) « J'ai failli attendre ! » Thorez fut fabriqué exactement comme les automates de Vaucanson, mais par les Russes.

Les ratés de la superbe mécanique n'intervenant qu'à la fin de la vie de Thorez, au moment où Krouchtchev dénonça les crimes de Staline, Thorez n'accepta jamais le déboulonnage posthume de son idole. Il lui devait tout. Fils adultérin d'un épicier de village et non point fils et petit-fils de mineur, il ne descendit pas dans la mine, ne fut qu'un infime scribouillard en surface. De plus il ne participa pas personnellement à la moindre grève. Seul son père adoptif était du métier. Dans le fameux bouquin « Fils du Peuple » écrit par Fréville (lui bel et bien fils de l'un des riches actionnaires des mines de Borr en Yougoslavie), cet intellectuel sans véritable talent d'écrivain — mit toujours son stylo — au service de Thorez. Il habitait selon Robrieu, avenue Montaigne, donc assez loin des H.L.M. Il serait fastidieux de souligner tous les points mensongers où ce « nègre » au cours des années et des rééditions nombreuses de « Fils du Peuple » arrangea, magnifia, selon les besoins des « tournants » la carrière de Thorez. Les écrivains qui ont exalté le règne de Louis XIV malgré leur obséquiosité avaient du moins un certain talent. Fort heureusement il y a toujours une sorte de Saint-Simon pour donner l'éclairage réel de l'époque et du despotique personnage central. En l'occurrence, Philippe Robrieu, imite le petit Duc pour nous faire comprendre les coins et les recoins du règne Thorézien. Alors qu'une partie importante de notre intelligenzia se réclame du marxisme (la seule chose dont je me souviens de K. Marx, c'est, qu'il avait le grand bon sens d'affirmer: « Moi je ne suis pas marxiste ! »; il est peut-être utile qu'un primaire de mon acabit fasse une simple constatation. La Révolution de 89 en démolissant les privilèges de la Monarchie et de ses profiteurs n'a pas empêché que très rapidement se reconstitue un pouvoir césarien s'appuyant sur de nouveaux privilèges, dont beaucoup d'ex-jacobins profitèrent sans vergogne. C'est ce que Racowski, dans un très beau texte, analysa en faisant un parallèle avec les nouveaux Messieurs du Pouvoir soviétique. Le plus drôle, le plus tragique aussi, hélas ! c'est que le bon peuple fournit toujours des montagnes de cadavres pour défendre longuement les dictatures les plus abjectes toujours au nom d'un idéal prétendûment grandiose (l'hitlérisme et le stalinisme). Ce qui semble le plus particulièrement atroce, c'est que les socialistes et les communistes de la République de Weimar se soient montrés pendant des années de fidèles soldats du Führer (les camps nazis n'expliquant pas tout). En face les Russes en firent autant (l'Affaire Vlassof n'allant pas dans la bonne direction). Je me souviens que mon paternel aimait à raconter une petite histoire édifiante. En Argonne (14-18) Allemands et Français, allant prendre de l'eau à une source commune, bientôt une forme de fraternisation se produisit. Les soldats des deux camps échangeant entre eux des cigarettes ; bientôt sur ordre des états-majors vis-à-vis, l'artillerie intervint...

***

Celà dit, le 10 juillet dernier la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient organisé une démonstration contre le chômage, au pied de la Tour Eiffel. L'endroit choisi était inhabituel et rompait avec les sempiternelles processions de la Bastille à la Nation ou vice-versa. Le succès fut l'arrivée de nombreuses délégations, venant en cars souvent de très loin ; mais incontestablement la grande foule parisienne était absente. Après avoir bu force canettes de bière et de soda, mangé force sandwiches, la manifestation ayant ainsi l'aspect d'une kermesse plutôt que d'une manifestation révolutionnaire, les pancartes roulées, les drapeaux dans les gaines, les manifestants assez penauds remontèrent dans les bagnoles. Comme la fin de la soirée était très belle, je me suis attardé à bavarder avec quelques manifestants. Bientôt des hommes du service d'ordre intervinrent dans le petit groupe qui m'entourait. Vraiment ils n'ont pas changé ; d'ailleurs peuvent-ils changer ? Une sorte de vieil Espagnol au bout seulement de quelques minutes de discussion parla de me faire « fousiller ». Un quidam fort bien mis, du genre intellectuel engagé, j'allais écrire « rengagé » ayant sur le ventre un appareil photographique à canon, certainement d'une grande valeur, m'accusa de fascisme. Pourquoi ? Parce que je me permettais de rappeler que Bergeron (voué par tous à la mort) pourrait éventuellement connaître selon les sautes du vent le sort de Léon Jouhaux, lors du Front Populaire.

Mais lorsque remontant dans l'Histoire lointaine j'eus l'imprudence de rappeler que Cachin (un demi-Dieu communiste pour les lecteurs de l'Humanité) en 1915, avait apporté de la part du gouvernement français de l'argent à Mussolini pour développer dans son « Popolo d'Italia » sa campagne en faveur de l'intervention italienne aux côtés des alliés, ce fut un délire de ricanements et d'invectives. L'intellectuel de service carrément me traita d'affreux menteur, d'épouvantable Basile payé par les Mônopoles ! (ah ! que ce mot était joli jadis dans la prononciation rustique du malheureux Waldeck-Rochet, originaire du Charolais). Cependant un secrétaire très jeune d'une cellule de Montreuil (Seine) fût interloqué de m'entendre dire qu'à la base du P.C. l'on appréciait beaucoup au Bureau Politique

les colleurs d'affiches, mais pas du tout les camarades qui voudraient discuter un brin de la fameuse Ligne. Celà le laissa tout rêveur ; mais entre nous conseiller de lire le bouquin de Philippe Robrieu, dans un tel milieu, celà confine à une sorte de folie dangereuse...

Je me souviens du temps de ma jeunesse où tout en envisageant par illusion lyrique de marcher au pas de la Garde rouge, celà n'empêchait nullement de s'intéresser à tout ce que l'on publiait en dehors de l'orthodoxie (mais y avait-il une orthodoxie lorsque l'on pouvait conjointement se livrer à l'admiration pour Rosa Luxembourg et Léon Trotski, si différents cependant l'un de l'autre. Pour nous aussi la Révolution était un bloc mais aux facettes multiples. La lamentable grisaille de l'obéissance passive, celle d'aujourd'hui faisait horreur. Et comme le rappelle le Professeur Debré, dans son curieux livre de souvenirs « L'Honneur de Vivre », dans sa jeunesse, notre ami Robert Louzon, son compagnon de lycée, son compagnon de régiment savait marcher au pas (alors que le futur médecin traînait le godillot, d'où reproche de Louzon) celà n'empêchant pas de regarder les jolies Rouennaises au passage du 74e d'infanterie. Drôle d'incidence pour affirmer que si à la « Rév. Pro. » nous ne voulons pas d'œillères, nous tenons à baser notre foi syndicaliste sur des points de repère qui sont de toujours : indépendance des syndicats et méfiance à l'égard de l'Etat (lire le livre de Robrieu pour mieux comprendre encore comment la formule « l'Etat c'est moi » dixit « le Parti c'est moi » aboutit nécessairement à des gâchis sanglants. Alors ni Dieu ni César ni Tribun. Toujours !).

***

L'économie capitaliste est à nouveau en crise, cette crise va-t-elle atteindre les proportions et surtout les conséquences tragiques de celle qui commença symboliquement avec le krach d'août 29 à Wall Street, et trouva sa solution dans la guerre mondiale de 1939. Nul ne peut le prévoir exactement, car les augures capitalistes, les meneurs du jeu boursier semblent accepter des palliatifs. Permettront-ils de différer l'éclatement ou peut-être de stabiliser plus ou moins longtemps les ratés du capitalisme ? Quoiqu'il en soit dans les pays occidentaux le style d'existence petite bourgeoise (style dominé par la sacro-bagnole, pour le plus grand nombre automobilisme l'emportant et de loin sur socialisme !) Cet article paraîtra sans doute pour la fin des vacances 75. Vacances qui auront été ensoleillées, plus importantes que jamais (600.000 vacanciers en plus qu'en 1974), comme si les gens craignant une aggravation du chômage voulaient profiter de leur reste, avant les jours sombres. Objectivement il faut reconnaître que G. Séguy, si souvent creux, pour une fois a prononcé une petite phrase curieuse, lorsqu'il s'est exclamé « Nous ne voulons pas que les chômeurs français soient les mieux payés du monde. Nous voulons du travail ! » Celà implique la constatation que le capitalisme misant sur une crise passagère de son économie ne veut plus risquer de sombrer dans un nouveau fascisme, dont pourrait surgir on ne sait plus quels démons destructeurs. Un Bouthoul doctrinaire de la fameuse Polémologie (du grec, je cite, polémos = guerre et logos = traité) explique bien que la guerre est la loi de l'espèce humaine, organisée en sociétés rivales. Mais pour les Maîtres du monde actuel, les conflits secondaires ça va ! celà fait tourner les industries, mais une guerre planétaire ? Les fusées de ce même nom pourraient aller peut-être trop loin !

En 1976 nous verrons si la machine capitaliste redémarre en décollant de la croissance 0 (n'oublions pas que Mansholt roule en vélo en sa Hollande natale). La grande inconnue demeurant l'arrivée sur le marché du travail d'un bon demi-million de jeunes Français, souvent nantis de peaux d'âne. Dans quelle direction vont-ils aller ? ni la réduction de la main-d'œuvre étrangère, ni l'allongement de la scolarité, ni l'abaissement de l'âge de la retraite, ni la réduction relative du temps de travail n'apparaissant encore comme des panacées miraculeuses. Il s'agit d'un autre style de vie, alors ? le choix, quel choix ?

Partant du commentaire du livre de Robrieu, il faut que j'explique le titre de mon article « Staline est-il mort ? ». La manifestation de la Tour Eiffel, les événements du Portugal, tout démontre que son esprit existe toujours dans le mouvement communiste international. On me dira qu'il y a le P.C. italien, le plus déstalinisé, mais c'est au pays de Machiavel et de la Combinazione, voire ? En ce qui concerne la France, tout démontre que malgré le masque de carton bon enfant, les moustaches sanglantes de Staline débordent encore du masque. Robrieu pour expliquer le phénomène stalinien, nous montre un nouveau clergé rouge dont la carrière s'organise toujours par cooptation d'où servilité, souvent médiocrité et au fond jésuitisme encore plus dangereux que l'autre (si l'on peut dire !) En bas du Parti une passoire de colleurs d'affiches et de derviches hurleurs pour cortèges (toujours dévoués, parfois héroïques, mais voués aussi à l'abrutissant suivisme !)

La lecture d'un autre livre, d'un ancien élève apparatchik, Humbert-Droz « De Lénine à Staline » nous amène à constater que les mœurs de sérail aboutissent à créer un climat d'assassinat. Page 379, nous lisons, qu'en son temps Boukharine avait envisagé de se débarasser physiquement de Staline. Le Géorgien fut le plus malin, nous connaissons la suite.

Non Staline n'est pas mort ! son empirisme mécanique et cynique a pour longtemps encore foutu la vérole au Destin des travailleurs. Ce n'est pas le pâle machiavélisme de Mitterrand (pour la France) qui peut apporter, voire l'ombre d'un tournant salutaire. Ce qui se passe au Portugal et se passera servant de tragiques illustrations. Il faudrait autre chose... mais quoi ?

En terminant ces pages, je me plais à évoquer la mémoire de l'un des fondateurs de la « R. Pro. » Victor Delagarde, qui après avoir conduit les grandes grèves de la métallurgie parisienne en 1920 devint un bon directeur de coopérative ouvrière. Il avait l'habitude de dénoncer ce qu'il nommait le conservatisme révolutionnaire. Hélas ! trop d'exemples sont là pour prouver qu'il avait raison. Exemples les communards s'affublant à contre courant des oripeaux jacobins de 93. Nos gauchistes actuels psalmodiant des cantiques léninistes ou maoïstes. Le tout démontrant un manque total d'imagination créatrice et surtout une myopie totale des réalités de 1975. Sans tarder quittons les musées, les nécropoles, ouvrons les yeux sur les phénomènes sociologiques de nos jours. Pour commencer démystifier tous les tabous, les bobards : en un sens le livre de Robrieu est un début.

Albert LEMIRE.

Une assemblée des militants F.O. de la région parisienne

Certains de nos lecteurs, et quelques-uns avec véhémence, nous accusent parfois d'une complaisance spéciale pour Force Ouvrière et pour son secrétaire général André Bergeron. Nous refusons simplement de hurler avec les loups, des loups qui crient souvent au commandement, et s'arrêtent soudain de crier. Même l'affaire du « Parisien Libéré » quand elle sera décantée (elle est en train de le faire), remettra à sa juste place ce qu'a pu être, dans cette grève qui a mal tourné, le rôle véritable de F.O. Au surplus, on sait que nous ne l'avons pas approuvé. Mais nous avons parmi nous des camarades, adhérents à F.O., qui ne sont ni plus ni moins révolutionnaires que les autres. Et nous sommes libres, ici, par rapport à l'une ou à l'autre des directions confédérales. Tant pis pour ceux qui ne le croient pas.

Ce préambule étant fait, nous rendons compte d'une assemblée des militants F.O. de la région parisienne. Elle s'est tenue le 9 septembre dans la grande salle de la Mutualité. Disons déjà que la salle était comble. Nous y avons écouté le discours d'André Bergeron, un discours de rentrée que l'assistance a bien accueilli et salué par moments de vigoureux applaudissements. Cela devait finir par une « Internationale » bien chantée; elle le fut effectivement.

QUELQUES PASSAGES DU DISCOURS DE BERGERON

Je me garderai de toute polémique à l'égard de quiconque. Je ne me laisserai pas engager dans la voie de la haine, ni dans celle de l'intolérance. Je ne le ferai pas parce que j'ai conscience que la violence qui fatalement en résulte finirait par mettre en cause la démocratie et la liberté...

Nous sommes bien dans un monde absurde. D'un côté 1 milliard d'hommes vivent dans des conditions relativement normales. De l'autre, 3 milliards manquent de tout! Beaucoup, littéralement, meurent de faim! Les femmes et les hommes de ces pays ne supporteront pas éternellement une telle situation! Ou les nations riches comprendront leur devoir et j'oserai dire leur intérêt, ou le monde ira vers de graves bouleversements. C'est pourquoi, je veux dire à nouveau combien je suis persuadé que le problème de l'aide aux populations des pays en voie de développement est en réalité celui de la guerre et de la paix!...

⁂

Certains d'entre vous m'ont parfois fait observer que les jeunes, ayant naturellement soif d'idéal, ne trouvent pas dans les objectifs de FORCE OUVRIERE de motivations suffisamment exaltantes!... Eh bien! Chers Camarades, croyez-vous que l'idée des Etats-Unis d'Europe n'est pas exaltante!... Ne croyez-vous pas qu'en œuvrant à son édification les jeunes ne contribueront pas à empêcher le retour de ce que nous avons connu! Ne croyez-vous pas que la mission pour laquelle nous luttons ne mérite pas l'engagement?...

⁂

Actuellement, le nombre des chômeurs indemnisés se situe entre 620 et 650.000. A cela il faut ajouter les demandeurs d'emploi non indemnisés et en particulier les jeunes qui, au sortir de l'Ecole, n'ont pas trouvé de travail!

Nous avons agi pour que, plus jamais, les travailleurs qui perdent leur emploi ne connaissent le drame de ceux qui vivaient dans les anées 1939 et qui ont connu les soupes populaires!...

Il faut bien constater que trop souvent les études et les diplômes préparent mal aux emplois disponibles. Cette année plusieurs centaines de milliers de jeunes risquent de débuter dans la vie active par la pire des épreuves: celle de la recherche d'un emploi qui, même si on réussit à le trouver, ne correspondra ni aux aptitudes ni aux légitimes ambitions des jeunes qui les possèdent.

On ne peut reprocher aux enseignants de faire accéder le plus grand nombre possible de leurs élèves au bachot et aux disciplines supérieures. Ils font leur travail et ils le font bien! On ne peut davantage reprocher aux parents de vouloir que leurs enfants aient une meilleure situation que la leur. Comment, enfin, reprocher aux jeunes les diplômes qu'ils ont obtenus à l'issue de longues années d'études?

Personne n'est responsable sinon la société elle-même et les valeurs de civilisation qui en sont les fondements...

⁂

Dans le domaine de l'avancement de l'âge de la retraite, il faut garantir un niveau de ressources évitant le cumul et le travail noir. Ce qui a été fait, dans le cadre des systèmes de pré-retraites, assurant aux intéressés 70 % de leur salaire est une bonne expérience à laquelle on doit se référer. Les expériences de ce type ont le gros avantage de la souplesse. Elles préservent la liberté individuelle. Elles s'inscrivent dans le sens de « la retraite à la carte » à laquelle nous souscrivons sans réserve!...

⁂

Si, jusqu'ici, nous avons été très réservés à l'égard de la fiscalisation, c'est parce que nous redoutons le renforcement de l'emprise étatique, mais aussi du fait des injustices de la fiscalité actuelle.

Pour l'instant elle est marquée par la fraude, par l'évasion organisée, par les complaisances douteuses de l'impôt et par l'impunité grandissante assurée au capital. Une telle réalité est difficilement supportable en période de croissance et de plein emploi. Elle est intolérable en période de crise! La solidarité ne doit pas seulement s'exprimer par une répartition améliorée des ressources mais par la détermination de leur origine qui doit s'inspirer du même souci. Le Gouvernement devrait admettre qu'il serait juste que les richesses accumulées pendant deux décennies de prospérité réintègrent les circuits économiques et sociaux grâce auxquels elles ont pu exister!...

⁂

UNE DEFINITION DE LA LIBERTE

La liberté c'est le droit de dire et d'écrire ce que l'on pense sans s'exposer aux représailles et aux insultes; la liberté c'est reconnaître aux autres ce que l'on exige pour soi; c'est le droit de quitter son entreprise pour aller dans une autre; c'est le droit de quitter son pays, c'est la libre circulation des hommes et des idées; c'est le droit d'adhérer au syndicat de son choix sans perdre son emploi ou sans risquer de ne pouvoir en trouver un! Et la liberté est un tout. On ne la découpe pas comme des rondelles de saucisson.

A ceux qui, aujourd'hui, dissertent sur l'exercice des libertés dans des périodes exceptionnelles, pendant le passage d'un système à un autre, nous disons: comment vous y prendrez-vous? A quel endroit tracerez-vous la frontière entre ce qui vous semblera possible et ce qu'il faudra, selon vous, interdire? De quels instruments de mesure disposerez-vous? Quels seront vos critères d'appréciation?...

Qui sont les poseurs de bombes ?

Sous ce titre, dans notre précédent numéro, nous nous interrogions sur les auteurs possibles de l'attentat du 13 juin dernier. Ce matin-là une bombe explosait au domicile du journaliste Bernard Cabanes et le tuait. Au même moment, une bombe explosait à la porte du camarade André Bergeron qui échappait au même sort.

Nous faisions remarquer déjà l'extrême discrétion de l'enquête. Comme une sorte de silence entretenu dès le lendemain de l'attentat. La police de M. Poniatowski a-t-elle progressé, depuis trois mois, dans la recherche et l'identification de ces poseurs de bombes ? Les a-t-elle vraiment poursuivies, ces recherches ? Sait-elle où il aurait fallu les poursuivre si l'on avait tellement tenu à découvrir les coupables ?

De fait, personne ne parle plus de cette action terroriste. Il y en a eu d'autres depuis. L'énigmatique Carlos en a endossé beaucoup sans qu'il lui en coûte. Mais on ne lui a pas fait porter « le chapeau » de l'attentat du 13 juin, enterré en même temps que le malheureux Bernard Cabanes.

Les militants ouvriers ne doivent pas accepter ce silence qu'on serait en droit alors de qualifier de complice. Encore une fois, qui sont les poseurs de bombes du 13 juin dernier ?

FRANCO TIENT LA VIE DE DEUX HOMMES

Les jeunes militants basques GARMENDIA et OTAEGUI ont été condamnés à mort par la justice expéditive d'Espagne, à nos portes.

Leur exécution (par garrot !) ou leur survie ne dépendent plus que de Franco.

Ce vieillard a déjà beaucoup de morts à assumer devant le tribunal suprême auquel, paraît-il, il croit. A la veille d'y comparaître, peut-être peut-on espérer qu'il reculera devant la sinistre sentence.

Tous les hommes libres ont déjà fait entendre leur voix, leur réprobation, pour que Franco renonce à l'exécution. Nous y joignons les nôtres, avec l'espoir que cet appel mondial de la conscience humaine sera entendu.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.
Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris

CEUX QUI S'EN VONT :

JEAN VERNET

Notre camarade et ami Jean Vernet n'est plus ! Le 10 juillet dernier, alors qu'il campait à Gigors (près de Crest) dans sa caravane neuve, la mort l'a frappé dans son sommeil.

La nouvelle de cette mort brutale nous a atterrés. Jean Vernet n'avait que 66 ans.

Fils de cheminot, Jean avait exercé toute sa carrière d'instituteur en Ardèche. Entre autres postes il avait enseigné à Félines où il eut pour collègue notre regrettée Elise Avenas, militante chevronnée qui fut pour beaucoup dans sa formation syndicale.

Puis Jean, avec sa compagne Georgette, sont nommés à St-Barthélemy-le-Plain. Au début de la guerre Georgette, victime de lâches dénonciations est révoquée et emprisonnée à Marseille où Suzanne et Auguste Durand lui apportent aide et réconfort.

Sous Vichy, c'est le déplacement d'office pour Alba. Plus tard, le ménage Vernet est nommé au Teil. A la retraite Jean et Georgette s'installent à Granges-lès-Valence.

Partout, Jean n'avait que des amis : militant syndicaliste et pacifiste, d'une sincérité à toute épreuve, Jean fut d'abord trésorier de la Section ardéchoise de la Fédération Unitaire de l'Enseignement. Puis il en fut le secrétaire de 1935 à 1937 et il participa aux rencontres pour la réalisation de l'Unité Syndicale.

En dehors de son travail scolaire, il œuvra au sein de la M.A.I.F. et surtout de la M.G.E.N. où, fidèle à l'enseignement de son cher « tonton » Durand de Marseille il s'occupa inlassablement des déshérités et des orphelins de l'Enseignement : Jean Vernet fut pour eux un tuteur vigilant et paternel.

A la retraite, Jean fut aussi pendant plusieurs années trésorier départemental de la section ardéchoise de la Fédération générale des retraités, trésorier toujours disponible pour venir en aide aux camarades désemparés ou peu informés.

Ajoutons qu'excellent violoniste, doué d'une riche culture musicale, Jean fut amené à se dépenser bénévolement pendant plusieurs années auprès des jeunes normaliens de Privas, auprès des Centres Musicaux Ruraux.

Madame ROGER LAPEYRE

Notre ami *Roger Lapeyre* a perdu sa compagne, au début de cet été. Elle fut aussi, en son temps, une militante syndicaliste de l'Enseignement et de l'Ecole Emancipée.

Le comité de la « R.P. » adresse à Roger Lapeyre, en cettre triste circonstance, l'assurance d'une solide amitié fraternelle. Peut-être cela l'aidera-t-il à surmonter, si peu que ce soit, l'épreuve qui l'a frappé.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT 1975

RECETTES		
Abonnements ordinaires	3.651,35	
Abonnements de soutien	890 —	
		4.541,35
Souscription		1.188,98
Vente au numéro		514,50
Vente collection		248 —
Rectification écritures précédentes		0,60
Total des recettes		6.493,43
En caisse au 1-6-75		8.502,86
		14.996,29
DEPENSES		
Frais de déplacement		286 —
Solde impression numéros 1er trimestre		1.931,30
Impressin numéro d'avril		4.220,92
Téléphone		137,90
Total des dépenses		6.576,12
En caisse au 31-8-75		8.420,17
		14.996,29

Nota : Au 1er septembre, le crédit du C.C.P. était donc de 8.420,17 F, les numéros étant payés jusqu'en avril inclus. Depuis, le numéro de mai a été payé, soit 4.220 F. Reste à payer le numéro de juin-juillet.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Marcelle Costentin (94), 110 — Bettendroffer (93), 100 — Fradin (91), 70 — Maupioux (94), 60 — Guilloré (83), 120 — Perrot (62), 70 — Corsin (94), 200 — Devarennes (75), 100 — Trial (30), 60 — Total : 890.

SOUSCRIPTION

Le Bras (75), 10 — Vera Bobillier (Suisse), 100 — Malfatti (75), 10 — Andrieux (92), 10 — Lévy (95), 100 — Duperray (42), 8 — Germaine Thomas (71), 100 — Palix (83), 5 — Claveyrolas (43), 150 — Suchet (64), 10 — Liège (86), 10 — Lamette (75), 10 — R. Tailler (91), 20 — Centène (66), 100 — Fourgeaud (83), 10 — Delarue (28), 10 — Simon (93), 50 — Boissel (07), 50 — Lippe (Belgique), 100 — Deruest (Belgique), 225,98 — Total : 1.188,98.

ENTRE NOUS

Après deux mois de silence, voilà que nous reprenons la parole. C'est d'abord pour continuer, à notre façon ouvrière habituelle, notre analyse des graves événements que connaît aujourd'hui la scène mondiale. Mais c'est aussi — et nous le faisons tout de suite — pour lancer un nouveau CRI D'ALARME pour sauver « la R.P. » et conserver le local qui l'abrite encore.

A quoi bon ressasser les raisons de cette situation alarmante ? Les camarades en sont avertis. Qu'ils sachent seulement que les difficultés dont nous les entretenons à chaque numéro, se sont aggravées, avec l'augmentation continuelle du prix de l'imprimerie, avec la hausse du loyer et des rappels de paiement à la suite d'un nouveau bail, avec un rajeunissement et une relève qui tardent à se manifester.

Il faut donc que l'équipe de base, le vrai « noyau » de la « R.P. », c'est-à-dire, tous ces vieux lecteurs, abonnés de longue date qui, à chaque fois nous répètent que « la R.P. » ne doit pas disparaître, il faut que tous ces amis consentent encore une souscription exceptionnelle. *Nous ne cessons pas de les solliciter. Ils protesteraient sans doute si nous les laissions loin de nos difficultés, si nous nous y débattions tout seuls.*

Le CRI D'ALARME est lancé une fois de plus. Si les amis lecteurs l'entendent, nous continuerons l'œuvre commencée il y a cinquante ans passés, dans d'autres conditions, par une équipe plus forte. Sinon...

Que les camarades s'intéressent aussi aux EDITIONS SYNDICALISTES, notre coopérative détentrice du local, qui tient son assemblée générale le 20 septembre. Qu'ils lisent aussi attentivement, dans ce numéro, le placard appelant à la souscription pour la brochure du cinquantenaire de « la R.P. ».

Tout est lié dans nos différentes entreprises. L'une appuie l'autre. C'est un ensemble de petites tâches que nous sommes trop peu nombreux à remplir, toujours plus difficilement.

En tout cas, nos lecteurs trouveront encore dans ce numéro la preuve d'une volonté de vivre et de continuer le combat. Mais la volonté ne suffirait pas si, au jour le jour et tous ensemble, nous ne surmontions les obstacles, toujours les mêmes et cependant toujours nouveaux.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.